

3 60
**LA LUTTE DE CLASSES ET SES ASPECTS
LES PLUS CARACTÉRISTIQUES CES DERNIÈRES ANNÉES:**

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

**EN QUOI
LA PERSPECTIVE COMMUNISTE
REAPPARAÎT**

Numéro 1 : Nouvelle édition,
revue et augmentée.

LE MOUVEMENT COMMUNISTE

PREFACE A LA SECONDE EDITION

Le n°I du MC est ici reproduit avec quelques corrections, mais sans modifier sa conception générale. Un autre texte, écrit à partir de la critique de Lutte de Classes, organe du GLAT, contre les n°I et 2 de ce bulletin, complète cette réédition.

La rédaction de ce n°I correspondait sans doute, entre autres, au besoin de montrer le lien entre mouvement ouvrier et communisme: car il ne suffit pas de comprendre la vraie nature du communisme, conçu comme programme; il est tout aussi crucial de saisir en quoi la tendance au communisme se manifeste concrètement dans les luttes ouvrières, soit qu'elle soit étouffée, soit qu'elle agisse en modifiant la nature des conflits. Depuis quelques années, diverses revues et livres ont étudié le mouvement communiste, reprenant les analyses d'autrefois (Invariance, jusqu'au n°I de sa nouvelle série, Le fil du temps, le livre de Barrot Le mouvement communiste, et d'autres). Par ailleurs, des études historiques ou des analyses de conflits actuels ont montré, le plus souvent sans mettre en relief la perspective communiste, la spontanéité révolutionnaire du prolétariat, et spécialement dans les luttes et insurrections ouvrières, de Ceylan au Québec en passant par la Pologne (voir les bibliographies contenues dans les n°3 et 4 du MC). Le texte du n°I cherche à faire le rapport entre ces deux ordres de réalité, entre le "programme" et les "luttes". Et ce, dans le but de faciliter et de renforcer une minorité radicale dans son action, en particulier par la promotion d'un regroupement d'ouvriers communistes avec lesquels les rédacteurs de ce bulletin ont été en contact, et ont souvent collaboré depuis plusieurs années (depuis 1968 principalement). En fait c'est l'idée même d'un regroupement permanent avec une sorte de noyau stable dans sa composition et son action, qui doit être remise en cause: voir à ce sujet le MC n°4, "Nouvelles du front", et aussi le n°3. Le fond de ce n°I est tout à fait juste, et important. Nous ne le publierions d'ailleurs pas à nouveau s'il n'avait qu'un intérêt historique. Mais il doit être complété par d'autres réflexions, qui ne peuvent naître que des expériences pratiques, encore imprécises. Il est hors de question de mettre des problèmes devant les problèmes. Mais plutôt de lever quelques ambiguïtés sur le mode de fonctionnement possible aujourd'hui.

Ce qui est faux, et conduit à la politique (= organiser les autres), c'est de faire de l'organisation un préalable à l'action. Il est utopique de vouloir d'abord créer un "pôle" de regroupement. Par contre, il est nécessaire et possible que des groupes d'ouvriers radicaux de plusieurs entreprises en lutte coordonnent leur action. Cela s'applique aussi, bien entendu, aux éléments radicaux (ouvriers ou non) confrontés à la nécessité d'agir le plus efficacement possible dans un mouvement social. Nier le problème, ou affirmer qu'il se résoud de lui-même, c'est se condamner à l'improvisation permanente, donc à l'échec. La révolution n'est pas un problème d'organisation, mais elle a ce problème. Notre erreur consistait à chercher un lien d'abord théorique (accord sur le communisme) et à en déduire le reste. C'était oublier que les pressions qui s'exercent sur chacun de nous le conduisent à ne collaborer avec les autres que lorsqu'il y est poussé par un besoin impérieux, personnel et social à la fois. Le regroupement n'est possible que sur la base de besoins communs, qui poussent à une action commune sur un, puis plusieurs points, et finalement cré-

ent une communauté théorico-pratique. Or, cet état de choses implique qu'en dehors des moments d'action importante, la communauté se distend. Seuls peuvent donc collaborer en permanence, et en demeurant unis, ceux qui ont une capacité et un besoin d'expression écrite, orale, etc. Ils expriment le mouvement même lorsque celui-ci n'agit pas à l'échelle de toute la société. Bien sûr, et de plus en plus, le communisme est à l'oeuvre: mais, la plupart du temps, son action n'exige que des liens, et non un ou des centre(s). C'est pourquoi notre tentative était vouée à un relatif échec, et évolua rapidement. La communauté surtout théorique ne se maintient, à notre époque, qu'en sécrétant une idéologie qui sert de dénominateur commun à un milieu sans pratique. C'est à dire un ensemble de gens qui peuvent faire de bonnes choses, mais dont l'activité se borne à comprendre, ou au mieux à faire comprendre. La théorie communiste ne leur sert pas d'arme pour une action: ils se contentent de la partager, ou de la faire partager, ce qui élargit le milieu sans en modifier la nature. Ce n'est pas inutile, mais bien moins utile qu'un autre type d'activité.

Les lacunes du texte, sans influences par elles-mêmes sur sa qualité générale, ont eu cet effet de faciliter l'idéologisation du regroupement. L'"optimisme" dont il fait preuve - à juste titre, comme le précise le n°3 - ne fait preuve d'aucune naïveté. Mais la certitude de l'imminence de la révolution (alors que le texte se garde de fixer des délais rigides) a pu servir à ne pas poser le problème de sa propre action. Pourquoi s'agiter, puisque c'est la fin? dès lors on condamne toute activité comme "politique", et l'on décèle partout des traces de "militantisme". D'autres, il est vrai, résolvent la question de façon bien plus catastrophique en postulant que la révolution est déjà à l'oeuvre, transformant le monde, etc. On aboutit à ce paradoxe que le communisme prouve son omniprésence lorsqu'il n'agit pas: étant partout, il n'a nul besoin de s'organiser nulle part. Par exemple, le texte montre très justement comment le communisme se manifeste aussi par ce que les ouvriers ne font pas ou plus. Mais on en conclut trop vite à une valeur en soi de l'inaction. A partir de telles confusions, tous les renversements sont permis, et la faiblesse du mouvement devient sa force, tout comme l'essence de l'action "communiste" réside dans la non-intervention dans les luttes sociales. Un seul exemple: on a vu l'extraordinaire incapacité des révolutionnaires à se manifester dans l'agitation autour des sursis et de l'armée, en France (mars-avril 1973). Toute précision à ce sujet serait accablante.

De même l'analyse de la classe ouvrière comme capital variable, opposé au prolétariat qui se nie lui-même en détruisant le capital, est exacte. Mais elle a trop donné lieu à des schématisations qui refusent la réalité, parce qu'elles n'ont ni le besoin ni la capacité de la transformer. Les contradictions n'éclatent à la surface que parce qu'elles ont mûries dans un processus dont nous faisons partie et sommes partie prenante. Le terme de capital variable, appliqué à la classe ouvrière, s'il désigne une réalité importante, dont on ne peut pas ne pas tenir compte, est cependant trop partiel. Il suggère une existence d'abord purement économique de la classe, qui n'accède à une lutte et une existence plus générales, politiques, que par l'action du "parti". C'est ainsi que Bordiga l'entend, et il n'est pas difficile de repérer là son fétichisme du parti dont il ne comprend pas qu'il est à la fois créateur de la révolution, et créé par elle, unificateur de la classe, et unifié par elle. C'est parce que Bordiga voit mal le communisme comme mouvement social, issu également de la communauté de lutte des ouvriers radicaux, qu'il se pose un problème de PASSAGE. Au contraire la compréhension de la perspective communiste à l'oeuvre dans la société actuelle, permet de ne pas poser le problème du "levier" organisationnel par lequel on soulè-

vera le prolétariat (conception "de parti"), ou par lequel il se soulèvera tout seul (conception conseilliste, libertaire, etc.). La formule "fraction du capital" pour désigner les ouvriers a une implication quantitative, qui masque le mouvement même qui anime la classe, entre son existence comme objet du capital, et son auto-suppression. En fait elle n'est jamais totalement pur objet, ni pure quantité. Si l'apologie du prolétariat est conservatrice, l'attitude inverse, symétrique, est tout aussi désastreuse pour la révolution. Tout se passe maintenant comme si l'on renversait d'anciennes valeurs, sans vraiment les abandonner. Là où le gauchiste voit la nécessité de son **intervention** pour éveiller le prolétariat (une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine !), notre "communiste", lecteur des textes "communistes", nie purement et simplement la question en posant d'emblée que la prochaine révolution sera "pure", "intégrale", et n'intervient pas dans les luttes, ou très peu, ou très mal. La vision que l'on pourrait appeler "ultimiste" postule que le capitalisme est (enfin) au bout du rouleau. L'inaction ou le désordre dans l'action apparaissent comme un critère de radicalité, alors qu'ils attestent l'extériorité par rapport au mouvement social. Au contraire, il y a et aura - peut être pendant des années - des illusions et des luttes au sein de la classe que l'on a grand tort de considérer comme un bloc.

Il y a idéologie dès que des idées - peut être justes - fonctionnent comme substitut à une pratique. Alors inévitablement la théorie elle-même régresse en négligeant de plus en plus les rapports réels immédiats et généraux qui sont la vie de la société. Dernier exemple. Il est vrai que la révolution est affaire de contenu, non de forme. Mais il se développe maintenant un nouveau fétichisme, au niveau du contenu. On écrit tracts et brochures (diffusés pour l'essentiel toujours dans le même milieu) affirmant le "communisme". Le terme "communiste" devient une formule magique servant à la fois d'exhortation, d'auto-affirmation, et d'agression verbale, tout comme "les travailleurs eux mêmes", "l'autonomie des luttes", "la vie", "l'esprit libertaire", chez d'autres. Il est normal de s'affirmer, et il serait même étrange que nous ne trouvions pas un réel plaisir à énoncer les mots qui désignent nos pensées et donc nos aspirations fondamentales. Mais, lorsqu'on se stabilise dans une telle action, on crée une auto-complaisance: se satisfaire de l'affirmation, dans le même milieu, des mêmes idées, avec les mêmes stéréotypes, comme si leur énoncé était créateur par lui-même et à lui seul. Comment ne pas voir que cette extériorisation nécessaire reste vide et tourne sur elle-même, si elle se limite à ce stade? L'extériorisation n'est un acte humain et social que si elle exprime un effort pratique pour **bouleverser les** conditions d'existence. Sinon l'expression devient alchimie verbale: son caractère indiscutablement magique se reconnaît au fait qu'elle cherche une transmutation de la société, non à partir des rapports réels, mais de leur abstraction - le langage - , sans que ses auteurs comprennent au juste le comment de la transformation. Au pire ils auront fabriqué une nouvelle idéologie dont le capital, qui lui a les pieds sur terre, intégrant l'élément non-subversif. Au mieux ils auront fourni la clé générale abstraite du passage au communisme sans vraiment y participer. C'est mieux que rien: mais nous ambitionnons davantage.

Ce n'est pas tant une lecture pointilleuse et mot à mot qu'il faut appliquer aux textes qui suivent, mais plutôt voir le fil conducteur, la raison pour laquelle ils ont été écrits. De nombreuses précisions mériteraient d'être ajoutées. En particulier, la coordination des comités travailleurs-étudiants créée le 13 mai 1968 au soir, n'a pas eu d'emblée la volonté d'écarter les politiques. Le besoin lui en vint à mesure qu'elle ressentait l'écart entre son mouvement et l'activité des groupes politiques présents. Vers la même épo-

que, les étudiants ont disparu des comités pour l'essentiel. Seuls sont restés une minorité sociologique d'"étudiants", qui étaient en fait des "révolutionnaires", liés aux ouvriers radicaux. Quant à la fin d'Inter-Entreprises, si ses réunions se firent de moins en moins utiles, on ne peut réduire la totalité des actions du mouvement aux activités d'un de ses centres parmi d'autres. Encore une fois, c'est la question de l'unité et de la coordination qui est posée. La dernière réunion d'Inter-Entreprises fut en partie voulue comme une dissolution: quelques éléments non-délirants reconnurent ouvertement à la face des autres qu'il n'y avait plus d'illusions à se faire sur une pratique du type de celle de "Mai 68". Quelques uns l'avaient d'ailleurs compris au moins en partie avant cette date, mais ils acceptèrent eux aussi ce genre de pratique et collaborèrent avec le GLAT. Sans doute l'absence de critique rapide du GLAT et d'Inter-Entreprises, fut-elle le produit de compromis organisationnels, et finalement d'une méconnaissance de la perspective communiste. On voyait bien l'inadéquation de ce regroupement; on y restait -entre autres- parce qu'il y venait des ouvriers. Or il y avait dès ce moment d'autres tâches à accomplir. La critique de ces événements est aussi auto-critique: non pas pour regretter le passé, mais pour envisager l'action révolutionnaire avec les minorités d'ouvriers révolutionnaires maintenant. Cette expérience n'est ni personnelle ni unique.

Le n°4 du MC aborde ces problèmes en tentant de définir les principes d'une "Stratégie", conçue bien sûr tout à fait différemment de celle des groupes politiques. D'autres camarades ont critiqué cette approche, sans tomber pour cela dans la complaisance et la superficialité évoquées plus haut. Rien n'est tranché définitivement. Il se peut que l'optique du n°4 soit encore trop unilatérale pour être "opérationnelle". En tout cas, c'est par un affrontement avec la contre-révolution, et une fusion avec le prolétariat dont nous faisons partie, que les problèmes trouveront leurs solutions. Comme le disait la Revue communiste en 1847, nous ne sommes pas des marchands de systèmes.

(mai 1973)

N.B La fin de "Ce que nous ne sommes pas..." mentionne, dans une bibliographie donnée par ICO en 1971, le n°2 d'Invariance. Il s'agit du n°2 de l'ancienne série.

PRESENTATION:

Le texte qui suit pose déjà des éléments qui permettent d'appréhender les nouvelles formes du "Parti". De récents événements (le meurtre d'Overney, les grèves de Dunkerque, Nantes et St Brieu) montrent nettement le renouveau de la lutte des classes, qui commence à se manifester avant 1968: en Italie 1960-I, Belgique 1960, puis Watts 1965, Ceylan, etc. Mai 1968 est un moment important dans le retour de la révolution, mais ne correspond pas à l'An OI d'un nouveau calendrier, fût-il "communiste". De plus, la nouvelle période ne sort pas toute pure de l'histoire récente. Elle ne fait que développer les déterminations contradictoires de la "période précédente".

L'hégémonie que détenait le PCF dans la classe ouvrière est en train de disparaître. Alors que pendant toute une époque le mouvement révolutionnaire ne s'opposait au capital que par la médiation du PCF, aujourd'hui cette médiation tendant à disparaître, l'opposition entre le prolétariat et le capital va se manifester de plus en plus réellement. La classe n'était (et n'est) pas "corrompue" par l'idéologie stalinienne, qui correspondait (et qui correspond encore en partie) à sa situation. L'idéologie n'est pas extérieure, ne vient pas contaminer la pureté de la classe. Lorsque le mouvement ouvrier était infesté par l'idéologie du PCF, le mouvement révolutionnaire était contraint de s'opposer au PCF sur le plan des idées.

Aujourd'hui, le mouvement révolutionnaire va être contraint de s'opposer pratiquement au capital. C'est pour cette raison que de nouvelles tâches théoriques s'imposent à notre "Parti". Il sera de plus en plus nécessaire de ne pas être seulement d'accord sur le plan des idées, mais de passer à l'acte positif qui est d'abord que les révolutionnaires communistes interviennent dans les luttes présentes pour défendre leurs points de vue. Alors que les communistes n'ont pas à former un parti séparé de celui qui se manifeste pratiquement dans la société, ils devront de plus affirmer leurs positions de telle sorte que le mouvement pratique ne s'embourbe pas dans de fausses luttes. Cela n'est pas une affirmation gratuite. Mais il devient de plus en plus évident qu'il ne suffit pas de faire profession de "marxisme" pour avoir une activité révolutionnaire. Des liens organiques (travail théorique en vue d'activités pratiques) vont devoir se constituer entre ceux qui pensent que nous allons vers un affrontement entre le prolétariat et le capital.

L'intérêt de ce texte se place justement ici: de quelle manière le mouvement communiste va réapparaître et quelles sont les tâches des communistes. Ce texte ne prétend pas répondre à la totalité de ces problèmes mais il pose des éléments pour commencer à le faire.

Avril 1972.

LA LUTTE DE CLASSES ET SES ASPECTS LES PLUS CARACTERISTIQUES
CES DERNIERES ANNEES: EN QUOI LA PERSPECTIVE COMMUNISTE REAPPARAIT

A) MAI 68

La grève générale de Mai 68 a été une des grandes grèves de l'histoire de la société capitaliste. Pourtant c'est peut-être aussi la première fois dans l'histoire qu'un mouvement aussi important de la classe ouvrière ne se donne pas un ou des organes pour s'exprimer. Bientôt quatre ans de luttes ouvrières viennent de confirmer ce fait. Nulle part on ne voit apparaître d'organisations qui dépassent un cadre local et temporaire. Très rapidement les organisations syndicales et politiques happées par le vide se sont posées en "interlocuteurs valables". La seule forme d'organisation ouvrière qui s'est manifestée en dehors des appareils syndicaux et politiques a été d'éphémères Comités d'Action qui se sentent opposés à ce qu'ils ressentaient comme une trahison de la part des organisations syndicales.

Que cela soit au début du mouvement de grève, dans le processus des occupations, ou bien par la suite dans la lutte contre la reprise du travail, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs s'organisèrent en dehors et contre le consentement des syndicats. Mais dans tous les cas, ces organisations ouvrières disparaissaient avec la fin du mouvement et ne se transformèrent pas en un autre type d'organisation.

Le seul cas qui fit exception fut le Comité Inter-Entreprises. Ce comité se constitua dès le début de la grève à la Faculté des Lettres de Censier. Il regroupait des travailleurs isolés et des groupes de travailleurs de plusieurs dizaines d'usines de la région parisienne. Ce comité se donna comme fonction de coordonner les actions contre le sabotage de la grève organisé par la C.G.T. Il fut réellement le seul organe ouvrier qui dépassa dans sa pratique les limites étroites de l'entreprise en concrétisant la solidarité entre travailleurs de différentes entreprises. Comme c'est le cas dans toute pratique révolutionnaire de la classe ouvrière, il ne se livra à aucune publicité.

Ce comité continua de se réunir 7 mois après la grève et il disparut après constat par ses membres de son inutilité. Il va sans dire que les centaines d'ouvriers qui participèrent à ses actions, se retirèrent très rapidement de ses assemblées. Seulement quelques dizaines de travailleurs voulurent continuer à se rencontrer. Mais alors que durant la grève de comité avait pour fonction de renforcer les coups contre les manipulations syndicalo-politiques, dès la fin de la grève, il se transforma en centre de discussions faisant le bilan de la grève et essayant de tirer les leçons pour des luttes futures.

Le sérieux et le niveau élevé des discussions qui portèrent à maintes reprises

2.

sur le communisme et sa signification, lui donnèrent une certaine publicité qui attirèrent à lui les révolutionnaires en "peau de lapin" et sociologues en tout genre qui tout en accélérant la crise qui le traversait cherchèrent à maintenir artificiellement son existence pour se donner une raison d'être.

Ce comité fut minoritaire. Il regroupa toutefois, dans ses assemblées générales quotidiennes qui se tinrent à Censier et dans ses réunions d'entreprises, plusieurs milliers d'ouvriers. De plus, ce comité fut limité à la région parisienne. Il n'y a pas eu, à notre connaissance, d'expériences semblables dans d'autres régions. Nous voulons dire par là que ce comité se constitua en dehors de toutes formations syndicales, même de gauche.

Par contre, il faut préciser qu'une poignée (une dizaine tout au plus) de personnes ayant en commun des perspectives communistes se lancèrent corps et âmes dans les activités de ce comité; ce qui eut pour effet de limiter au maximum les tentatives de manipulations que les staliniens C.G.T, trotskystes et maoïstes tentèrent d'imposer. En se situant en dehors des organisations syndicales et politiques traditionnelles, y compris celles d'extrême gauche et en cherchant à dépasser dans la lutte le cadre de l'entreprise, ce comité a été une préfiguration de ce qui se passe dans les luttes ouvrières depuis Mai 68. La disparition du comité Inter-Entreprise une fois sa fonction devenue inutile, préfigure également les disparitions des organisations qui sont apparues depuis, au cours des luttes les plus marquantes de ces dernières années.

En cela, la situation actuelle est très différente de celle de 1936. En 1936, nous avons vu la classe ouvrière se mobiliser derrière des organisations "ouvrières" et les réformes que celles-ci proposaient. Ainsi les 40 heures et les 3 semaines de congés payés furent appréciées comme une véritable victoire de la classe ouvrière dont la revendication essentielle était la conquête des conditions de travail des autres couches salariés. Ces conquêtes furent imposées à la classe dominante. Aujourd'hui la classe ouvrière ne formule pas de revendications concernant l'amélioration de ses conditions d'existence. De même les organisations syndicales et politiques ne formulent pas de programme de réformes autres que celui du pouvoir lui-même. Ainsi vit-on en Juin 68 le général de Gaulle proposer la "participation" comme réforme à ce qu'il appelait la société "mécanique".

Il semble que seule une fraction de la classe dominante se soit rendue compte de la profondeur de la crise qu'ils appelèrent "crise de civilisation" (Malraux). Il va de soi que cette compréhension trouve ses limites dans la conscience immédiate des difficultés du capital. Depuis, toutes les organisations syndicales et politiques (sans aucune exception, nous insistons...) se rallient sous une forme ou sous une autre à ce grand programme de réforme. Ainsi le Parti Communiste Français lui-même propose une participation "réelle" dans son programme de gouvernement. La C.F.D.T offre la variante de l'autogestion, défendue également par l'ensemble du

courant "conseilliste". De leur côté, les troskystes proposent le "contrôle ouvrier" comme programme minimum d'un "gouvernement ouvrier" (en croissance...).

Le centre de toutes ces préoccupations est de chercher à rompre l'isolement entre le travailleur et le produit de son travail. Le seul défaut congénital de toutes ces positions est qu'elles n'ont rien à voir avec le mouvement communiste et qu'elles ne font qu'exprimer un point de vue "utopique" du Capital. L'"utopie" capitaliste est celle qui voudrait enlever le mauvais côté de l'exploitation tout en maintenant l'exploitation. Le mouvement communiste ne peut s'exprimer dans une contestation formelle du capitalisme. Ce ne sont pas les conditions de production qu'il faut changer mais l'objet de cette production: la production de valeurs d'échange en y opposant la production de valeurs d'usage. Ce n'est pas en cherchant à transformer les rapports de production en dehors de leurs nécessités historiques, c'est en détruisant les conditions d'existence des rapports de production, en s'attaquant directement au cœur du capital, l'échange et la valeur d'échange, qu'on peut supprimer le capital, et détruire la logique capitaliste qui détermine le développement des forces productives.

Alors que les organisations syndicales et politiques se débattent dans un seul et même programme, celui du capital, la classe ouvrière se fait remarquer par une attitude non "constructive". En dehors de ses actions politiques pratiques la classe ouvrière ne "participe" pas au débat instauré sur son cas. Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur ses propres tâches. Elle est silencieuse. Nous vivons aujourd'hui le paradoxe qui est que la classe dominante cherche à exprimer de la manière propre à sa nature les aspirations de la classe ouvrière; Une fraction de la classe dominante se rend compte que les conditions d'appropriation actuelles de la plus-value sont devenues une entrave au fonctionnement global de l'économie. Sa perspective est de partager le gâteau, pensant ainsi qu'en faisant "profiter", "participer" la classe ouvrière, celle-ci accroîtra la production de plus value.

Nous arrivons dans la situation où c'est le capital lui-même qui rêve à sa propre survie. Pour réaliser sa survie, le capital devrait liquider ses propres secteurs parasites, c'est à dire les fractions du capital qui ne produisent plus suffisamment de valeur.

Ainsi, alors qu'en 1936 nous avons vu se manifester une classe ouvrière qui cherchait à se hisser au niveau des conditions de vie et de travail des autres secteurs de travailleurs, on voit aujourd'hui le capital lui-même imposant aux secteurs privilégiés de salariés les mêmes conditions de vie générales que celles de la classe ouvrière. Dans le programme de la participation, il y a l'idée de l'égalité devant l'exploitation imposée par les nécessités de formation de la valeur. La participation est ainsi le "socialisme" de la misère. Le capitalisme doit réduire le coût énorme des secteurs nécessaires à sa survie en tant que capital;

4.

mais qui ne produisent pas directement de valeur.

De plus en plus, les luttes de la classe ouvrière lui montrent que les possibilités d'amélioration de sa vie matérielle sont considérablement limitées et pour l'essentiel déjà programmées par le capital. En effet, les possibilités d'intervention de la classe ouvrière sur la base d'un programme qui changerait notablement ses conditions d'existence dans le cadre du capitalisme, s'avèrent depuis Mai 68 comme inexistantes. Les grandes luttes ouvrières du début du siècle sur la journée de 8 heures, la semaine de 40 heures, les congés payés, la garantie de l'emploi, montraient que le rapport entre la classe ouvrière et le capital laissait une certaine liberté de manoeuvre "capitaliste" à la classe ouvrière. Aujourd'hui c'est le capital lui-même qui impose les réformes et qui tend à généraliser l'égalité de tous devant le travail. Il est donc normal qu'aucune fraction importante de la classe ouvrière ne se mobilise sur des objectifs intermédiaires comme cela fut le cas au début du siècle et lors du Front Populaire en 1936. Il est tout aussi normal que tant que les objectifs du communisme ne sont pas clairs aux yeux de tous, il n'y ait pas formation d'organisation ouvrière sur des bases communistes. Il serait par contre faux de croire que les objectifs communistes vont apparaître brutalement comme une nécessité aux yeux de tous. C'est parce qu'en tant que seule classe productrice de plus-value, la classe ouvrière se trouvera au centre de la crise de la valeur, c'est à dire au centre même de la crise du capitalisme, qu'elle sera contrainte de s'imposer d'exercer sa dictature sur toutes les autres classes de la société et de se donner les organes de sa propre destruction en tant que classe du capital. L'organisation communiste apparaîtra dans le processus de destruction pratique de l'économie bourgeoise et dans la création d'une communauté humaine débarrassée de l'échange et donc de la valeur.

Depuis que le capitalisme est apparu, le mouvement communiste se manifeste en son sein de façon permanente et c'est ce qui oblige le capital à exercer une contrainte, une violence continuelles sur tout ce qui tend à s'opposer à son processus de vie. Depuis la conspiration secrète de Babeuf en 1795, le mouvement ouvrier est jalonné de luttes ouvrières de plus en plus violentes, de plus en plus étendues, contraignant à chaque fois le capital à révéler sa nature de négation de l'humanité dont il prétend être la forme éternelle.

Si Mai 68 eut des effets non négligeables dans la société, perceptibles aussi bien dans les rapports économiques que dans la "superstructure", il n'a pas eu de résultats pratiques immédiats du point de vue révolutionnaire. D'autre part, si le sens profond des événements resta en bonne partie obscure pendant et même après Mai 68, la grève générale ne fut guère porteuse d'illusions sur ce qu'elle pouvait apporter à elle-même, — sur les plans économiques (satisfaction des revendications) et politique (évolution dans un sens favorable aux travailleurs). Là réside la force positive de Mai 68. L'échec de Mai, c'est l'échec du réformisme, et la fin du réformisme doit faire apparaître une lutte sur un tout autre terrain, une lutte

qui soit contre le capital lui-même et non plus contre ses effets. Il suffit d'avoir vécu Mai pour s'être rendu compte que déjà dans toutes les têtes germait l'idée d'une société nouvelle. Ce qui a pu être dit ne dépassait généralement pas l'idée d'une autogestion généralisée. En dehors de la lutte communiste qui ne peut se développer que si le centre, la classe productrice de plus-values, la dirige, les autres classes ne peuvent jamais se démoner que dans la seule sphère capitaliste et leur seule parole ne peut être que celle du capital. Mais derrière ces critiques partielles et ce langage aliéné, il y a l'annonce de la crise de la valeur qui est la période historique dans laquelle nous sommes en train d'entrer.

Ces idées ne sont pas tombées du ciel, mais elles sont toujours apparues parce que les symptômes d'une véritable communauté humaine se sont manifestés émotionnellement à chacun d'entre nous. En même temps qu'était remise en question la fausse communauté du travail salarié, se manifestait la tendance d'une communauté dans laquelle les rapports ne seraient plus médiatisés par les nécessités du capital. Depuis Mai 1968, le mouvement communiste tend à se manifester de plus en plus concrètement.

B) Les grèves et luttes ouvrières depuis Mai 68

Alors qu'après la deuxième guerre mondiale, les mouvements de grève mêmes importants étaient jugulés et ne s'accompagnaient pas d'une crise politique (et monétaire) quasi permanente, depuis quelques années les hommes d'état sont de nouveau hantés par les émeutes industrielles, les grèves et les insurrections ouvrières. La France, l'Italie, l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne de l'Ouest, la Suède, le Danemark, l'Espagne, le Portugal et la Suisse. Sans oublier la Pologne où l'on apprend que ces voyous d'ouvriers ont attaqué le siège du Parti Communiste en chantant l'Internationale. Dans presque tous les pays on assiste au même processus: une minorité déclenche un mouvement de grève sur des objectifs qui lui sont propres; très rapidement le mouvement s'étend aux autres catégories de travailleurs d'une même entreprise; à ce moment-là une plus ou moins grande mobilisation se fait pour organiser la grève (piquets de grève, comités d'ouvriers dans les ateliers, sur les chaînes) mais alors que le syndicat ou les syndicats réussissent à être les seuls interlocuteurs valables pour négocier avec la direction, et finalement conduisent à la reprise du travail après avoir avancé des mots d'ordre unitaires, qui ne satisfont personne en particulier, mais que tout le monde accepte faute d'être capable de formuler autre chose. Le seul mouvement qui ait passé le seuil habituel de la grève, telle qu'elle se déroule depuis quelques années, est le mouvement qui a déferlé sur la Pologne durant l'hiver dernier 1971;

Ce qui dans le reste de la société industrielle ne se manifeste que comme tendance s'est brutalement imposé en Pologne. Les conditions particulières de la Pologne - pays dans lequel les mécanismes de relais et d'absorption des crises n'existent pas, ont fait que la classe dominante a dû directement s'attaquer à la classe ou-

6.

vrière elle même pour assurer la perpétuation de la formation de la valeur dans des conditions normales. Ainsi les événements de Pologne nous confirment la tendance de la crise de la valeur à s'étendre dans toutes les zones industrielles et nous montrent le comportement de la classe ouvrière considérée en tant que centre dans le cadre d'une telle crise.

En effet, le mouvement qui débuta sur la base de la nécessité immédiate de défense du prix de vente moyen de la force de travail, se trouva placé d'emblée sur un tout autre terrain: celui de la remise en question de la société capitaliste elle-même. Immédiatement les ouvriers furent contraints de s'attaquer à leur appareil d'oppression dans son ensemble. Ainsi les responsables du parti et du syndicat furent attaqués jusque dans leur repaire et l'immeuble du parti pris d'assaut; dans certaines villes les gares furent occupées, permettant ainsi d'empêcher l'arrivée éventuelle de troupes; le mouvement fut assez puissant pour se donner un organe de négociation: un comité ouvrier de ville. Le fait transmis par le *Nouvel-Observateur* du 12-12-71 que Gierak se soit déplacé dans les chantiers navals est à considérer comme une victoire de la classe ouvrière dans son ensemble. Un an après sur un autre continent, au Chili, Fidel Castro en personne se déplace pour demander à la fraction de la classe ouvrière la plus exploitée du pays, les mineurs de cuivre, de collaborer avec le gouvernement de ceux qui tiennent leur pouvoir de la sueur de ces mineurs. En Pologne, la classe ouvrière n'a pas envoyé ses délégations vers le pouvoir central proposant leurs cahiers de doléances, c'est le pouvoir lui-même qui s'est déplacé pour négocier la capitulation d'ailleurs inévitable des prolétaires. Cela n'est qu'une trêve dans une guerre civile, une guerre révolutionnaire entre la classe ouvrière et le capital qui est commencée et qui continuera et reprendra toujours de plus en plus violente dans la mesure où la crise de la valeur deviendra mondiale.

Face à la violence de l'état, la classe ouvrière polonaise constitua ses propres organes de violence sans qu'aucun état-major eut préparé à l'avance le plan de la révolte; le déroulement de la lutte est inscrit dans la nature même de la société que cette lutte se donne pour tâche de détruire. Par contre l'état-major (le comité ouvrier de ville) est apparu lorsque le mouvement avait atteint le maximum de possibilité que la situation lui permettait d'atteindre. L'organe de négociation n'est rien d'autre que la reconnaissance de part et d'autre d'une situation dans laquelle on ne peut rien faire d'autre que négocier. La particularité de cet organe de négociation est qu'il n'est pas une délégation du pouvoir, mais plutôt les limites extrêmes d'un mouvement qui, dans les conditions actuelles, ne peut dépasser le seuil de la négociation. La encore, c'est le pouvoir du capital lui-même qui propose des réformes, alors que la classe ouvrière s'exprime dans un refus pratique et est contrainte d'accepter les propositions du pouvoir dans la mesure où son activité pratique n'a pas encore les capacités de détruire les conditions d'existence du pouvoir lui-même.

Les luttes ouvrières ont tendance à opposer d'emblée leur propre dictature à celle du capital, à s'organiser sur un tout autre terrain que celui du capital, donc à poser en actes la question de la transformation pratique de la société; lorsque les conditions ne permettent pas un assaut général ou que cet assaut ne peut aboutir, les formes de dictature se dissolvent, le capital reprend le dessus et réorganise à son profit la classe ouvrière en lutte, en détournant la violence de ses buts initiaux, séparant l'aspect formel de la lutte de son contenu réel. A ce propos, il faut en finir avec la fausse opposition "dictature-démocratie". Pour le prolétariat, la "démocratie" ne signifie pas qu'il s'organise en parlement à l'image de la bourgeoisie, qu'il instaure au préalable un débat ouvert à tous pour atteindre ses objectifs, pour lui la "démocratie" est un acte de violence par lequel il liquide toutes les forces sociales qui l'empêchent de s'exprimer et qui maintiennent son existence en tant que classe du capitalisme; pour lui, la "démocratie" ne peut être qu'une dictature. Cela est visible dans chaque grève: la forme de sa liquidation c'est la "démocratie". A partir du moment où il s'établit une séparation dans le mouvement entre un organe légiférant et un organe exécutant, c'est que le mouvement n'est plus dans sa phase offensive, c'est qu'il est détourné sur le terrain du capital. Ainsi opposer aux appareils syndicaux la "démocratie" ouvrière, c'est en attaquant les apparences, voiler le contenu réel des luttes ouvrières, qui, lorsqu'elles se manifestent, se situent d'emblée sur un tout autre terrain.

La démocratie est le mot d'ordre actuel du capital: "autogérez vous-mêmes votre propre négation". Ainsi ceux qui se rallient à ce programme ne font que perpétuer l'illusion que les contradictions de la société actuelle seront résolues par une discussion générale qui serait suivie d'un vote au cours duquel on déciderait de ce qu'il y a à faire. En voulant maintenir la séparation entre l'exécution et la décision, le capital cherche à maintenir l'existence des classes. En critiquant cette séparation uniquement du point de vue formel, et non pas en s'attaquant à la racine, on ne fait d'une manière ou d'une autre que perpétuer la division principale. On imagine pourtant assez mal les insurrections débutant par un vote à main levée. La révolution est un acte de violence, moment au cours duquel s'impose de façon indiscutable la nécessité de la destruction de la société produisant la valeur d'échange.

Il n'est pas question ici de faire une description des grèves qui se sont déroulées depuis Mai 68 en Europe. D'une part les organes d'informations officiels en ont donné des comptes rendus plus ou moins complets, et d'autre part un certain nombre de brochures ont été éditées là-dessus. Il s'agit tout simplement de retenir ce qu'elles peuvent avoir de commun et en quoi elles annoncent l'apparition d'une période dans laquelle les perspectives communistes se manifesteraient de plus en plus concrètement.

Il faut au préalable préciser que nous n'avons pas désœupé la société industriel-

8.

le en plusieurs secteurs, les uns étant des secteurs en voie de développement, les autres des secteurs en voie de disparition. Il est vrai que certaines différences pourront se manifester suivant les cas, mais ces différences ne suffisent plus à masquer la nature des grèves, telles qu'elles apparaissent à nos yeux, et dans lesquelles on ne voit pas de différence de niveaux entre des luttes d'arrière-garde et des luttes d'avant-garde. Le déroulement des grèves est de moins en moins déterminé par les conditions locales, mais de plus en plus par les conditions internationales du capitalisme. Ainsi il apparaît très clairement que le mouvement de grève en Pologne l'hivers 1971, était le produit d'une situation internationale, la situation internationale du capitalisme et c'est en cela qu'elle avait une importance exceptionnelle: le rapport entre l'Est et l'Ouest était contenu dans le déroulement de la grève, au cours de laquelle on n'a pas chanté l'hymne national, mais l'Internationale.

La lutte communiste se manifeste indépendamment du secteur d'origine qui a déclenché la lutte. Dans une lutte communiste, les conditions locales apparaissent comme secondaires face aux objectifs poursuivis par le mouvement. Dès qu'une lutte se limite à des conditions locales, elle est immédiatement réabsorbée par le capitalisme. Ainsi ce ne sont pas les conditions locales du capitalisme qui déterminent le niveau atteint par les luttes ouvrières, mais bien au contraire la situation globale du capitalisme. Dès que la classe qui concentre en elle les intérêts révolutionnaires de la société se soulève, elle trouve immédiatement, et sans aucune médiation, dans sa propre situation le contenu et la matière de son activité révolutionnaire: écraser ses ennemis, prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte, et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la poussent plus loin.

Il ne faudrait pas imaginer non plus qu'il est question ici de toutes les grèves, de toutes les manifestations de la classe ouvrière, il existe encore une société capitaliste dans laquelle la classe ouvrière EST une classe du capital lorsqu'elle n'est pas révolutionnaire. Ainsi les appareils politiques et syndicaux arrivent encore à mobiliser des fractions notables de la classe ouvrière sur des objectifs capitalistes, comme la retraite à 60 ans; les élections législatives et des grèves plus ou moins nombreuses sont menées par les appareils syndicaux sur des objectifs catégoriels. Toutefois, il apparaît comme de plus en plus évident que l'initiative de la plupart des grandes grèves n'est plus le fait des syndicats, et ce sont celles-là dont il est question ici. De même que la société industrielle n'a pas été découpée en secteurs, la classe ouvrière n'a pas été découpée en tranches: les jeunes, les vieux, les nationaux, les étrangers, les qualifiés, les non-qualifiés. Il ne s'agit pas non plus de rejeter tout travail de description sociologique de la classe ouvrière, travail utile et qui devrait même être systématique, cela éviterait de dire bien des bêtises, mais cela n'est pas notre tâche.

Il s'agit pour nous d'appréhender le processus de rupture du mouvement prolétarien

d'avec la société capitaliste. Il faut rejeter ici toute idée selon laquelle le processus de rupture n'aurait plus, dans notre période, de centralité. Lorsque nous nous refusons à considérer la classe ouvrière d'un point de vue sociologique, c'est parce que nous refusons de la considérer de manière statique, en dehors de son mouvement d'opposition à la valeur. Le processus de rupture avec la société bourgeoise n'est que le processus qui tend à abolir la valeur d'échange, c'est à dire la forme marchande du travail. Le centre de ce mouvement, et donc sa direction, est la fraction la plus exploitée, la plus productive de plus-value. Ne pas reconnaître cela serait admettre que la valeur d'échange est déjà abolie. En réalité, le sens profond du mouvement essentiel est en partie caché par les luttes de la périphérie. Ce fut le cas en Mai 68 où les étudiants masquèrent en partie, par leurs gesticulations, la lutte réelle qui se passait ailleurs que dans leurs têtes. Cependant on justifie trop souvent son (—aussi notre) incompréhension du mouvement en faisant intervenir les périphériques. Bien évidemment on ne saurait identifier ouvrier à "bien", et étudiant à "mal". Mais cela n'empêche pas de voir où se situent les forces sociales décisives. L'apologie de l'ouvrier en tant qu'ouvrier, est réactionnaire. Celle du prolétaire en tant que prolétaire est absurde, puisque le prolétariat est sa négation, n'existe que comme sa propre négation. Mais pour cela il lui faut aussi organiser sa lutte, s'unifier pour disparaître. On escamote le mouvement réel en réduisant tout à des formules simplistes. "Ouvriers", "étudiants" n'existent pas en tant qu'entités figées. Ce sont aussi des groupes sociaux contradictoires et en opposition avec eux-mêmes.

En réalité, les luttes de la périphérie (nouvelles couches moyennes) ne font qu'annoncer une crise bien plus profonde que les apparences nous cachent encore, bien qu'elles fassent elles aussi partie de cette crise, mais à un degré différent. La rentrée en crise de la valeur s'accompagne pour le capitalisme de la nécessité de rationaliser, et donc de commencer à s'attaquer aux secteurs parasites les moins capables de se défendre; ce qui a pour conséquences d'accroître le chômage et la masse des sans-réserves. Mais l'entrée en lutte de nombreuses fractions de la classe ouvrière ne doit pas faire oublier le rôle essentiel que seront contraints de jouer les travailleurs productifs dans le processus de destruction de la valeur d'échange.

La première constatation, c'est que depuis plusieurs années, on assiste à une répétition de grèves qui ont les mêmes caractéristiques qu'en Mai 68 en France.

C) Les deux aspects les plus caractéristiques des grèves:

D'une part l'initiative de la grève est le fait d'ouvriers qui s'organisent eux-mêmes, d'autre part l'initiative de la reprise du travail est le fait de la fraction des ouvriers organisés dans les syndicats. Ces initiatives sont contradictoires dans la mesure où elles expriment deux mouvements qui dans leur nature sont opposés. Rien n'est plus étranger au début d'une grève que sa fin. Une fin de grève c'est le moment de discussions interminables dans lesquelles le sens du réel fait

10.

place aux illusions; c'est le moment où se multiplient les meetings dans lesquels les ouvriers perdent la parole au profit des permanents syndicaux; c'est le moment où les assemblées générales, de plus en plus vides, finissent par voter la reprise du travail. La fin d'une grève c'est le moment de reprise en main de la classe ouvrière par le capital, c'est le moment où la classe ouvrière est réatomisée, est détruite en tant que classe capable de s'opposer au capital. La fin d'une grève, c'est la négociation, donc la prise en main du mouvement, ou plutôt de ce qu'il en reste, par les organes officiels, les syndicats, qui élaborent de savantes manœuvres autour de négociations dont la seule fonction est d'assurer la reprise normale d'un travail normal. Tout à l'opposé est le début d'une grève; à ce moment-là, la classe ouvrière ne s'embarasse pas de formalisme pour mettre les pieds dans le plat. Tous ceux qui s'opposent au mouvement sont pourchassés, qu'ils soient cadres, contre-maîtres, ouvriers, directeurs ou bien permanents ou délégués syndicaux. Suivant les circonstances locales, les directeurs sont sequestrés, les sièges syndicaux sont attaqués par des milliers d'ouvriers. Ainsi, au cours de la grève du Limbourg (Belgique), durant l'hiver 1970, c'est le siège du syndicat qui est pris d'assaut par les travailleurs. Tout ce qui s'oppose comme un frein au mouvement tend à être brisé. Aucune mesure "démocratique" n'est prise, bien au contraire, tout "allant de soi", tout ce qui s'oppose au mouvement est à rejeter sans discussion. Une énergie considérable se manifeste pendant toute la période de l'offensive que rien ne paraît pouvoir ébranler.

Déjà, il faut constater un fait d'évidence; l'énergie mise en oeuvre au début de la grève semble d'une part totalement disparaître lors du déroulement des négociations et d'autre part elle ne semble pas être en rapport avec les raisons officielles de la grève. En effet, pour que quelques dizaines de travailleurs ("d'enragés") sur la base de revendications qui leur sont propres, mettent en grève des dizaines de milliers de travailleurs, ce n'est pas une simple question de solidarité morale qui anime ces derniers, encore moins une morale de la solidarité, c'est une communauté pratique immédiate. Il faut ajouter à cela, et c'est la constatation la plus importante que l'on puisse faire sur les mouvements de ces dernières années, que le mouvement ne se donne alors aucune revendication particulière. Il était dit plus haut que pour la classe ouvrière "c'est dans son silence qu'est contenue la question qu'elle sera contrainte de poser..." et l'on peut affirmer que c'est justement parce que dans les mouvements qui lui sont propres la classe ouvrière n'élabore pas de revendications particulières, que ces mouvements sont les premières manifestations du retour de la perspective communiste à notre époque.

Ainsi, la première manifestation qui apparaisse à nos yeux pour caractériser le processus de rupture avec la société capitaliste, est toute la période pendant laquelle la classe ouvrière ne formule pas de revendications particulières. En cela, la classe ouvrière tend à n'être plus une classe puisqu'elle ne défend plus ses intérêts particuliers de classe. Suivant les circonstances locales et la situation générale du capitalisme, le processus de rupture se précise plus ou moins, de façon

pratique; pour l'instant celui qui s'est déroulé en Pologne durant l'hiver 1971, est celui qui a été le plus loin dans une pratique de lutte contre le capital; il permet de dire que le premier pas du processus de rupture est celui de la dislocation des organes de répression capitalistes au sein de la classe ouvrière (en particulier les syndicats) et que ce premier pas doit s'accompagner immédiatement de la création d'une organisation ayant pour fonction de se défendre face aux organes de répression capitalistes extérieurs à la classe ouvrière, armée, police, milice de volontaires, ou de commencer leur destruction.

Les conditions particulières de la Pologne où les syndicats font partie de l'Etat, font que la classe ouvrière polonaise n'a pas à faire de distinction entre syndicats et Etat puisqu'il n'y en a pas. Cette fusion déjà réalisée entre syndicats et Etat n'a fait que rendre plus clair un processus qui dans d'autres pays, comme la France ou l'Italie où l'intégration est moins nette, apparaît moins brutalement dans la mesure où les syndicats jouent un rôle de tampon entre la classe ouvrière et l'Etat, bien que ce ne soit pas leur unique fonction. Mais de plus en plus une lutte radicale doit s'opposer, dans les pays de l'Ouest, aux syndicats et aux fractions de la classe ouvrière qui lui sont soumises. Le 19^e siècle au cours duquel les travailleurs se groupèrent en syndicats pour défendre leur qualification et leur droit au travail apparaît bien loin.

Si apparaît aujourd'hui la première des conditions nécessaires à la lutte pour le communisme, c'est à dire le fait même que la classe ouvrière ne présente pas de revendication particulière, cela n'est pas la volonté du St Esprit qui en est l'auteur; cela est du aux conditions mêmes du capitalisme, qui permettent qu'un tel processus puisse s'engager. Comme il était dit dans la première partie de ce texte, la seule "communauté" désormais permise par le capital est la "communauté du travail salarié" en dehors de laquelle il n'est point de salut. Le capital dominant désormais la totalité des rapports des hommes entre eux, il devient de plus en plus évident que toute lutte partielle, catégorielle limitée à l'un des rapports, ne peut qu'avoir tendance à se situer de plus en plus dans une lutte contre la totalité des rapports qu'entretiennent les hommes entre eux: le capital.

Lors de la récente grève (fin 1971) dans la RATP, l'attitude ferme des conducteurs fit que la grève se trouva placée sur un tout autre terrain que catégoriel. Ce n'est pas ce que pensent les gens de ce qu'ils font qui donne le contenu du mouvement. C'est cette attitude ferme des conducteurs qui fit que leurs rapports avec la direction de la RATP et les syndicats se trouvèrent transformés et qui fit apparaître la véritable nature du conflit. L'Etat lui-même dut intervenir pour faire rentrer les travailleurs dans les rangs des syndicats. Que les conducteurs le veuillent ou non, la grève n'était plus leur grève, c'était un procès public au cours duquel les syndicats furent officiellement reconnus comme étant des organes nécessaires à la coercition contre les travailleurs et à la bonne marche du travail. Il n'aurait pas été possible d'apprécier à sa juste mesure le "silence" de la classe ouvrière si l'on avait pas au préalable constaté le puissant développement

du capitalisme jusqu'à ce jour. Il doit être désormais considéré comme "normal" que les fins des grèves soient contrôlées par les syndicats. Cela ne signifie pas une quelconque faiblesse du mouvement lui-même, une tare organique. Bien au contraire, dans une situation qui ne permet pas à des revendications partielles de se réaliser, il est "normal" que ne se constitue pas d'organe ayant pour fonction de les faire se réaliser. Ainsi ne voit-on pas se constituer parallèlement aux appareils syndicaux des organisations ouvrières regroupant des fractions de la classe ouvrière sur un programme de revendications. Il arrive parfois que des groupes ouvriers se forment au cours de la lutte, opposant leurs propres revendications à celle des syndicats, mais leurs possibilités sont détruites par la situation elle-même qui ne les autorise pas à exister bien longtemps.

Ces groupes, s'ils veulent continuer à exister, devront se situer en dehors du cadre étroit de l'usine ou bien seront de nouveau sous une forme ou une autre détruits par le capital. La disparition de ces groupes est un des signes de la radicalité du mouvement. La prolongation organisationnelle de ces groupes ne signifierait que la négation même de cette radicalité. Ainsi les groupes ne cesseront de disparaître pour se réaffirmer toujours de façon plus radicale. L'idée selon laquelle les groupes ouvriers finiront à force d'expériences et d'échecs à se constituer en une organisation puissante capable de renverser le capital relève toujours de la même pensée bourgeoise de la critique partielle se transformant graduellement en critique radicale. L'activité de la classe ouvrière ne procède pas par expériences et elle n'a pas d'autre "mémoire" que les conditions générales du capital qui la contraignent à se manifester selon son être de destruction de la valeur. La classe ouvrière ne se livre à aucune recherche théorique pour imposer ses vues et ses propres tâches, l'échec d'un mouvement se suffit à lui-même pour montrer ses limites. Théoriser le fait que le rapport de forces ne permet pas d'attaquer les commissariats de police relève de la métaphysique.

L'organisation communiste apparaîtra dans les nécessités pratiques de transformation de la société capitaliste vers le communisme. L'organisation communiste, c'est l'organisation de transition vers le communisme. Cela est la différence fondamentale de notre période d'avec la période précédente. Au cours des luttes passées qui déferlèrent entre 1917 et 1920 sur la Russie et l'Allemagne, il s'agissait de se hisser au communisme et d'organiser une société pré-communiste. Ainsi les fractions radicales de la classe ouvrière tentèrent de rallier à elles les autres fractions de la classe ouvrière et même la paysannerie pauvre, en ce qui concerne la Russie. L'isolement de ces fractions radicales et les conditions générales du capitalisme ne permirent pas d'envisager une transformation pratique de la société capitaliste en dehors du cadre d'un programme regroupant les classes exploitées de la société. Ces fractions radicales furent écrasées.

Ce qui différencie la période présente des époques passées, c'est le fantastique développement des forces productives sur toute la planète, et l'accroissement quan-

titatif et qualitatif du prolétariat (c'est à dire que la classe ouvrière s'accroît numériquement et fait fonctionner des moyens de production fantastiquement accrus). Aujourd'hui les conditions du communisme ont été développées par le capitalisme lui-même. Le prolétariat n'a plus à appuyer telle ou telle fraction progressiste du capital contre telle fraction réactionnaire. La nécessité d'une période de transition plus ou moins longue entre la destruction du pouvoir capitaliste et l'établissement du communisme, période pendant laquelle le pouvoir révolutionnaire doit développer les conditions matérielles du communisme a également disparu.

Ainsi l'organisation communiste n'a pas à se poser en tant que médiation entre la fraction radicale et les autres fractions de la classe ouvrière. Les fractions de la classe ouvrière ne se décideront pas à agir devant un programme de gouvernement mais devant les débuts de tentatives pratiques d'abolition de la valeur. C'est par rapport aux tâches immédiates de la révolution, aux mesures pratiques de transformation sociale que les couches de travailleurs non directement productifs seront contraintes de se déterminer. Toute l'époque au cours de laquelle la propagande était rendue nécessaire par la distance existant entre le programme communiste du prolétariat et celui destiné à ses alliés, est aujourd'hui révelé. (La dictature du prolétariat ne se pose plus en terme de compromis dans lequel la classe révolutionnaire met de "l'eau dans son vin". Le rapport entre la paysannerie russe et la société russe était tel que le mouvement paysan ne pouvait être communiste). Ainsi, la non-apparition d'une organisation défendant le programme communiste en dehors d'une période de lutte, est le produit d'un rapport de classe nouveau dans le capitalisme.

Ainsi, en 1936, les résistances du capital étaient telles qu'il fallut un changement de gouvernement pour que la classe ouvrière obtienne ses réformes. Aujourd'hui, ce sont les gouvernements eux-mêmes qui prennent l'initiative des réformes. Les gouvernements capitalistes essaient de faire en sorte que les travailleurs s'organisent eux-mêmes pour accomplir ce qui apparaît comme les nécessités de la production (participation, autogestion...). L'économie contemporaine est de plus en plus planifiée. Tout ce qui se manifeste en dehors de ce plan est un danger pour l'équilibre de la société. Toute activité se situant en dehors de la programmation est considérée comme associable et doit être détruite. C'est de ce point de vue qu'il faut considérer un certain nombre d'activités de la classe ouvrière en dehors d'une période de lutte massive telle que grèves ou début d'insurrection. Tout en donnant l'illusion de récupérer à leur profit les luttes de la classe ouvrière, les syndicats sont contraints, s'ils veulent rester dans le cadre du plan (accord industrie, banque, syndicat) de s'opposer à certaines manifestations telles que le sabotage et la baisse des cadences.

D) Les formes non récupérables de la lutte ouvrière: sabotage, diminution des cadences et des temps de production.

I4.

Durant le mois d'Octobre 1971, le parquet de Lyon a condamné à plusieurs mois de prison quatre ouvriers d'une usine de montage d'appareils électroménager pour avoir introduit des tiges de fer dans les chaînes. Cela est l'exemple même du sabotage tel qu'il se pratique aux Etats-Unis couramment depuis de nombreuses années, en Italie depuis bientôt trois ans et de façon de plus en plus nette en France depuis plus d'un an. Pendant l'hivers 1971, au cours d'une grève de la SCNF, la CGT s'oppose officiellement à la pratique du sabotage, qu'elle attribue à des éléments "irresponsables". En effet durant cette grève, plusieurs aiguillages ont été déréglés et plusieurs locomotives endommagées. Plus tard, après la grève de Renault au printemps 1971, on apprend que plusieurs actes de sabotage ont endommagé des véhicules en cours de fabrication. Le sabotage tend à devenir un phénomène d'ampleur sociale. Par ailleurs, la baisse des cadences et des temps de production qui s'est toujours manifestée à l'état latent se généralise de plus en plus. Cette manifestation est quantitativement augmentée par l'arrivée de nombreux jeunes travailleurs sur le "marché du travail", et par l'automatisation. Tout cela s'accompagne d'un absentéisme qui souvent prend des proportions inquiétantes pour certaines entreprises.

L'ensemble de ces faits n'est pas nouveau dans l'histoire du capitalisme, par contre ce qui est nouveau c'est qu'ils s'inscrivent dans une autre perspective. Ces actes sont véritablement le symptôme superficiel d'un mouvement social profond. Ces actes sont des manifestations du processus de rapture d'avec la société bourgeoise. Au début du siècle, le sabotage était utilisé comme une pression contre les patrons pour les contraindre à admettre l'existence des syndicats. Pouget, révolutionnaire et syndicaliste du début du siècle, explique cela dans sa brochure appelée: le "Sabotage". Voici un passage d'une intervention d'un délégué ouvrier à un Congrès ouvrier tenu en 1895:

"Les patrons n'ont pas le droit de compter sur notre charité. S'ils refusent même de discuter nos demandes, eh bien, nous pouvons mettre en pratique le "Go Canny" -la tactique de "travaillons à la douce en attendant qu'on nous écoute".

Voilà clairement défini le "Go Canny", le "sabotage": A MAUVAISE PAYE, MAUVAIS TRAVAIL.

Cette ligne de conduite, employée par nos camarades anglais, nous la croyons applicable en France, car notre situation sociale est identique à celles de nos frères d'Angleterre."

Le sabotage était employé par les ouvriers contre les patrons pour faire reconnaître leur existence. Les ouvriers faisaient un sale boulot mais ils avaient une excuse: ils le faisaient salement. C'était un moyen pour obtenir le droit à la parole dans le cadre de la société existante. Le sabotage s'inscrivait dans le mouvement qui tendait à faire de la classe ouvrière une classe qui aurait sa place dans la société capitaliste. La baisse des cadences et du temps de travail est une tentative d'aménagement des conditions de travail. Le sabotage n'apparaît pas comme un refus net, brutal et immédiat de l'ensemble de la société. Baisse des cadences et des temps de production sont une lutte contre les effets du capitalisme. A ce propos, un

travail particulier sera nécessaire ultérieurement pour constater quelles sont les limites de cette lutte et dans quelles conditions le capitalisme les réabsorbe. L'ampleur sociale de ces luttes permet de les considérer comme l'axe du "réformisme moderne". On peut parler de "réformisme" dans la mesure où ces luttes pourraient "en théorie" être réabsorbées entièrement par le système capitaliste; et alors qu'aujourd'hui elles viennent gêner l'activité normale des forces productives, elles pourraient très bien demain être associées aux forces productives. Le capitalisme "idéal" pourrait tolérer en son sein l'autogestion des conditions de la production.

Cette tendance du capitalisme tente d'ailleurs certaines expériences concrètes plus particulièrement en Italie, ainsi qu'aux U.S.A et en Suède. On peut considérer les organisations "libérales" telles que le PSU, la CFDT et l'aile gauche du Parti Socialiste comme en étant l'expression en France. Mais pour l'instant ce mouvement n'est pas stabilisé sur un axe (réformiste ou anti-capitaliste) particulier de façon exclusive. Par contre on doit constater que ce "réformisme moderne" s'est souvent manifesté contre les syndicats. Il est encore difficile de décrire quelles ont été les conséquences du point de vue de la production capitaliste. Tout ce que l'on peut constater c'est que se cristallisent autour de ces luttes des groupes d'ouvriers qui ressentent la nécessité de se battre en dehors des normes traditionnelles imposées par les syndicats.

Mais alors que le mouvement autour de la baisse des cadences et des temps de production peut être caractérisé comme nous venons de le faire, il n'en est pas de même pour le sabotage. Il y a deux sortes de sabotages: d'une part, celui qui détruit purement et simplement le produit du travail ou les machines; et celui qui endommage partiellement le produit du travail de telle sorte qu'il ne sera plus consommable. Le sabotage tel qu'il se pratique ne peut être, en aucun cas récupéré par les syndicats et ne peut être associé aux forces productives. Par contre, on peut très bien considérer que le capitalisme a capacité, en améliorant et en transformant ses conditions de surveillance, d'empêcher une telle pratique. Cette précision est donnée pour que l'on ne pense pas que la généralisation du sabotage pourrait être la nouvelle forme de lutte contre le capital. Par contre, le sabotage est un réflexe auquel l'individu qui le pratique est soumis, comme on est soumis à une passion. Bien que l'on soit contraint de vendre sa force de travail dans le processus de l'acte de vente, on devient "fou", dans la mesure où l'on devient irrationnel à sa propre "raison" qui est de vendre sa force de travail. Dans cette "folie", il y a le refus de la force de travail, d'être marchandise. On se vomit en tant qu'être dédoublé. On cherche dans la destruction à réunifier sa personne qui n'est que par le capital.

En se situant en dehors des limites de la planification économique, ces actes se situent aussi en dehors de la "raison". Si à plusieurs reprises, la grande presse a du qualifier ces actes d'actes "associaux" et "fous", c'est que le danger est appa-

16.

ru suffisamment important pour tenter d'y mettre fin. L'idéologie chrétienne tolérait la souffrance du travailleur et l'inégalité sociale, aujourd'hui l'idéologie capitaliste impose l'égalité devant le travail mais ne tolère pas ce qui s'oppose au travail salarié. La nécessité ressentie par l'individu isolé de s'opposer physiquement à sa transformation pratique en individu totalement soumis au capital montre que cette soumission est de plus en plus intolérable. Ces actes de destruction s'inscrivent dans une tentative de suppression de la médiation "travail salarié" en tant qu'unique lieu(lien) de communauté sociale. Dans le "silence" de la classe ouvrière, le sabotage apparaît comme un des premiers balbutiements de la parole humaine.

L'ensemble de ces activités: baisse des cadences et des temps de travail, sabotage, outre le fait qu'il soit étranger aux syndicats, nécessite un certain consentement dans le milieu où cela se pratique. Cela montre que, bien qu'aucune organisation officiellement n'apparaisse, il se constitue de façon souterraine un tissu de relations dans une perspective non seulement négatrice (anti-capitaliste), mais surtout d'affirmation du communisme. On ne nie pas d'abord pour affirmer ensuite. La destruction du capital est déjà la construction du communisme. Ce tissu de relations a pour objet une activité contre le capital; il est plus ou moins dense suivant que cette activité est plus ou moins réelle et il disparaîtra si l'activité anti-capitaliste devait cesser. Il est normal qu'en dehors d'une activité "subversive" pratique (et donc théorique) les groupes qui se sont constitués autour de ces tâches "subversives" se dissolvent. Il arrive souvent que le besoin de maintenir une illusion de "communauté sociale" fait que ces groupes entretiennent une activité qui est accessoirement anti-capitaliste et principalement illusoire, ce qui dans la plupart des cas, les amène à se regrouper autour d'un pôle politique. Ainsi, on voit se regrouper des noyaux ouvriers autour d'organisations comme "Lutte ouvrière", certaines sections syndicales CFDT ou bien des groupes maoïstes. Cela n'est pas dû au fait que certaines minorités ayant des idées trotskystes, maoïstes ou CFDTistes font du chemin dans la classe ouvrière, mais simplement au fait que certaines minorités ouvrières cherchent à briser l'isolement qui les sépare; ce qu'on ne saurait leur reprocher. Dans tous les cas, la dissolution d'un tissu social anti-capitaliste et d'une activité anti-capitaliste est la réorganisation de la classe ouvrière par le capital.

Ce que l'on peut donc constater, c'est que, en dehors de ses manifestations pratiques, le mouvement communiste n'existe pas. La dissolution d'une lutte sociale dont le contenu est communiste, s'accompagne de la dissolution de l'ensemble des relations qui sont alors apparues. Démocratie, séparation des luttes en luttes "économiques" et "politiques", formation d'un corps d'avant garde détenant la "conscience", sont les illusions d'une époque périmée. Désormais, ces genres d'illusions ne seront plus possibles, dans la mesure où une période nouvelle s'ouvre. La dissolution des formes organisationnelles qui apparaissent dans un mouvement, lorsqu'elles disparaissent à la fin de ce mouvement, bien loin de signifier la faiblesse d'un mouve-

ment, en montre au contraire la force. Aujourd'hui, les fausses batailles sont terminées. De plus en plus ne peut apparaître comme vraie bataille que celle qui aboutira à la destruction du capitalisme.

E) L'activité des organisations syndicales et politiques face à la perspective communiste.

a) Sur le marché du travail, les syndicats apparaissent de plus en plus comme ayant le monopôle de la vente de la force de travail. Le capital en s'unifiant a unifié les conditions de vente de la force de travail. Dans les conditions de la production moderne, le détenteur individuel de la force de travail est non seulement contraint de la vendre pour vivre mais, s'il veut pouvoir la vendre, il doit l'associer à celles des autres détenteurs. En échange de la paix sociale, les syndicats ont acquis le droit de contrôle de l'embauche. Dans la société moderne, les travailleurs sont de plus en plus obligés de se syndiquer s'ils veulent arriver à vendre leur force de travail.

Au début du siècle, les syndicats étaient le produit de l'association des travailleurs qui se coalisaient pour défendre le prix moyen de vente de la force de travail. Les syndicats n'en étaient pas pour autant révolutionnaires, comme le montra leur attitude pendant la Première Guerre Mondiale, où ils collaborèrent à la guerre en ne se mobilisant pas contre. Dans la mesure où la classe ouvrière se battait pour acquérir une existence en tant que classe dans la société capitaliste, les syndicats n'eurent pas de fonction révolutionnaire.

En Allemagne, au cours du mouvement révolutionnaire entre 1919 et 1920, les syndicats se vidèrent de leurs membres au profit d'autres types d'organisation qui défendaient les intérêts économiques dans le cadre général de la lutte contre le capitalisme. En dehors d'une période révolutionnaire la classe ouvrière n'est rien d'autre qu'une fraction du capital dont les syndicats sont la représentation. En même temps que les autres fractions du capital (industrie, banque) se constituaient en monopole, la classe ouvrière en tant que capital-force de travail s'est également constituée en monopole dont les syndicats sont devenus les fondés de pouvoir.

b) Les syndicats se sont développés à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle comme des organes protégeant une force de travail hautement qualifiée. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, ils se sont maintenus et développés en défendant les couches relativement qualifiées et privilégiées de la classe ouvrière. Cela ne veut pas dire que leur influence n'atteignait pas les couches les plus exploitées, mais cette influence n'était rendue possible que dans la mesure où le capital devait ménager certaines couches qualifiées de la classe ouvrière. Dans le cadre du développement de l'industrie moderne et de l'automatisation, les couches d'ouvriers à haut niveau de qualification ont tendance à céder la place aux techniciens. Dans la production, ces techniciens ont aussi une fonction de contrôle et d'agent de maîtrise, ce qui paraît normal face à une masse d'ouvriers non-qualifiés. Ainsi, les syndicats, tout en perdant des fractions importantes d'ouvriers dont les

18.

qualifications disparaissaient, cherchent à intégrer les nouvelles couches de techniciens.

c) Les syndicats sont soumis à la force de travail devenu capital. Cela contraint de plus en plus les syndicats à apparaître comme une force capable de valoriser le capital. Face aux autres fractions du capital industriel et financier, les syndicats devront nécessairement associer leur propre programme de développement s'ils ne veulent pas perdre le contrôle de leur force de travail. Ainsi, à plus ou moins long terme, les représentants du capital-force de travail devront s'associer aux représentants des autres fractions du capital au pouvoir. De cette manière, des coalitions gouvernementales regroupant bourgeoisie libérale, technocrates, formation politiques de gauche et syndicats apparaissent comme étant inscrit dans les tendances du capitalisme. Ainsi, c'est le capitalisme lui-même qui exige des syndicats forts, capables de proposer des mesures économiques susceptibles de valoriser le capital-force de travail. Les syndicats ne sont pas des traîtres dans le sens où ils trahiraient le programme de la classe ouvrière, qui en tant que telle, serait révolutionnaire, au contraire, ils sont tout à fait cohérents avec eux-mêmes et avec la classe ouvrière lorsque celui-ci accepte sa nature capitaliste.

d) C'est dans cette mesure que l'on peut comprendre le rapport qu'entretient la classe ouvrière avec les syndicats. Lorsqu'un processus de rupture est engagé avec la société capitaliste, les syndicats sont immédiatement considérés pour ce qu'ils sont et traités comme tels; mais dès que le processus de rupture est détruit, la classe ouvrière est contrainte d'être réorganisée par le capital donc par les syndicats. On peut dire qu'il n'y a pas d'illusions "syndicalistes" dans la classe ouvrière, il y a simplement une organisation capitaliste donc "syndicale" de la classe ouvrière.

e) En Italie, l'évolution actuelle des rapports entre les syndicats et le patronat illustre parfaitement ce que nous disions précédemment. Il faut observer avec une attention particulière l'évolution des syndicats en Italie. En effet, il est normal que, dans une zone relativement en retard du point de vue de son organisation économique comme sont l'Italie et la France par rapport aux États-Unis, les effets de la modernisation de l'économie s'accompagnent de l'apparition des tendances les plus modernes du capital. Il ne faut pas considérer ce qui se passe en Italie comme un accident de parcours mais bien comme un voyant qui nous signale ce qui dans de nombreux pays est en maturation.

La situation italienne éclaire la situation en France. En France, la CGT et le PCF apparaissent comme une résistance réactionnaire face aux luttes ouvrières, alors qu'en Italie, la CGIL et le PCI ont eu la capacité de se remodeler dans le cadre de la nouvelle situation. Cela est une des raisons qui explique la différence entre le Mai français et le Mai italien. Le Mai français a été beaucoup plus court et beaucoup plus brutal, comme un coup de tonnerre dans un ciel clair, il signale qu'il se passe quelque chose mais ne nous donne que peu de moyens de l'appréhender. En

Italie, la situation évolue plus lentement mais finit par faire apparaître ses propres tendances.

La première phase du mouvement dura de 1968 jusqu'à l'hiver 1971. Elle fut caractérisée par des luttes ouvrières qui firent leur apparition en dehors de la sphère d'influence des syndicats et des organisations politiques. On vit alors se constituer en Italie l'équivalent des comités d'action ouvriers qui se manifestèrent en France durant le mois de Mai avec cependant une différence essentielle: en France, les comités d'action furent très rapidement expulsés de l'entreprise par la puissance des syndicats, ce qui les obligea en pratique à ne pas s'illusionner dans le cadre étroit de l'entreprise. Dans la mesure où la situation générale ne permettait pas d'aller plus loin, ces comités disparurent plus ou moins rapidement. En Italie, au contraire, dans un premier temps, des comités d'ouvriers purent s'organiser dans les entreprises elles-mêmes. Ni les patrons, ni les syndicats ne purent s'opposer avec fermeté à ces mouvements. Il se forma alors une multitude de comités dans les entreprises, isolés les uns des autres, qui s'adonnèrent tous systématiquement à la remise en question des cadences de travail et accessoirement au sabotage.

En fait, cela était la forme aliénée de critique du travail salarié. Dans tout ce mouvement, l'activité révolutionnaire des gauchistes fut particulièrement remarquable. Toutes leurs activités consistèrent à fixer le mouvement dans ses aspects formels sans jamais oser y montrer le contenu réel. Ainsi, leurs activités consistèrent à entretenir l'illusion que "l'autonomie" des organisations ouvrières était en soi un objectif suffisamment révolutionnaire pour être entretenu et développé. Ils glorifièrent ainsi les aspects formels, mais n'étant pas communistes, ne furent pas capables d'exprimer l'idée que derrière la lutte contre les cadences et les conditions de travail, il y avait la lutte contre le travail salarié. Quant à la lutte ouvrière, elle ne rencontrait pas de résistance. C'est ce qui la désarma. Elle ne put que s'adapter aux conditions de la société capitaliste. De leur côté, les syndicats pour contrôler les luttes ouvrières, acceptèrent de remettre en cause leurs propres structures et d'organiser "une transformation profonde du syndicat et un nouveau type de démocratie de base" comme le déclare Trentin, un des dirigeants de la C.G.I.L. En quelque sorte, ils remodelèrent leurs organisations d'usine suivant le modèle de comités "autonomes" apparus dans les luttes récentes. La capacité des syndicats à contrôler les luttes ouvrières les fit apparaître comme la seule force capable de rétablir le travail dans l'ordre et cela aboutit à des négociations dans certaines grandes entreprises comme FIAT. Ces négociations eurent pour conséquences de reconnaître aux syndicats le droit d'intervenir dans l'organisation du travail (postes de travail, cadences, etc...) et d'autre part un accord fut passé pour que la direction des usines Fiat prélève la cotisation syndicale sur la fiche de paie de l'ouvrier, ce qui existe déjà en Belgique. Parallèlement à ces négociations syndicats-patrons, de sérieux efforts étaient tentés vers la construction d'une centrale unique par les plus grands syndicats: U.I.L., C.I.S.L., C.G.I.L.

On voit ainsi apparaître en Italie la tendance à la formation des syndicats en monopoles négociant les conditions d'extraction de la plus-value avec les autres fractions du capital. Un récent interview paru dans le "Monde" du 14.12.71 confirme d'autre part cette tendance. Il s'agit des déclarations de M. Petri, président du holding d'Etat I.R.I et de M. Trentin, un des dirigeants de la C.G.I.L dont voici quelques extraits:

Trentin:... "La volonté des syndicats italiens d'obtenir une modification graduelle des modes d'organisation du travail⁸⁰ traduit par une série de revendications... au niveau de l'usine pour définir les cadences et les rythmes de travail, les pauses, les effectifs ouvriers... La recomposition des tâches, la reconnaissance d'un degré plus élevé d'autonomie de décision au groupe ouvrier intéressé sont possibles dès à présent et conviennent même aux entreprises, étant donné la limite désormais infranchissable à laquelle se heurte l'actuelle organisation du travail. Notre rapport avec l'entreprise demeure nécessairement conflictuel... Cela ne veut pas dire que le syndicat ne doit pas prendre en charge de façon autonome le problème de la productivité... Si donner des réponses qui soient siennes aux risques d'un ralentissement du taux de croissance de la productivité... Même lorsque, par la faute du syndicat, leur protestation se traduit en revendications irrationnelles ou illusives (souligné par nous), ces ouvriers expriment ainsi leur refus de produire sans penser, de travailler sans décider, leur besoin de pouvoir".

Petrilli:... "Il est par conséquent évident à mon sens, que le travail à la chaîne comporte un véritable gaspillage des capacités humaines et engendre, chez les travailleurs, un sentiment fort compréhensible de frustration dont découlent des tensions sociales qu'il faut considérer avec réalisme comme étant une donnée plutôt structurale que conjoncturelle... il est évident que toute la problématique de l'organisation du travail ne concerne les entrepreneurs que dans la mesure où elle peut se traduire, en dernière analyse, par une efficacité accrue de l'entreprise... une participation plus grande des ouvriers à la définition des objectifs de production, pose une série de problèmes qui touchent moins à l'organisation du travail qu'à la définition de l'équilibre du pouvoir au sein de l'entreprise...".

Les programmes sont identiques et ont le même but: l'accroissement de la productivité, le seul problème qui reste posé est celui du partage du pouvoir qui est au centre de la crise politique dans de nombreux pays industrialisés. Il est probable que le dénouement de la crise politique voit apparaître le pouvoir ouvrier en tant que pouvoir du travail salarié qui se manifesterà dans les sociétés contemporaines sous des formes diverses: autogestion, coalition d'Unité Populaire, partis communistes, partis socialistes à la Chilienne: un gouvernement de gauche, un programme de droite ou à l'Anglaise: un gouvernement de droite, un programme de gauche.

Appendice:

LE SOLEIL SE LEVE AUSSI

La prise en main de l'usine par les ouvriers et la remise en route de la production, confirme que "nous n'en sommes qu'au tout premier début d'un nouveau mouvement ouvrier". (Cf. LIP la 25ème heure).

Mais déjà, à côté du mouvement s'est manifesté le plus divers grouillement de partis, et autour de l'héritage pourrissant du capital se sont rassemblés les aigles de l'instant; Clavel, la cigogne larmoyante, le Parti de la Survie Unifié, Mitterand ce tartuffe suranné, ... et "Libération" le journal qui se charge d'apprendre aux ouvriers ce qu'ils ont fait la veille!...

Ces "soutiens publics", au moment où le spectacle se concentrait sur Lip, devaient nécessairement assurer la publicité de leurs soutiens. Chacun escomptant de la sorte capitaliser quelques miettes pour augmenter le prestige de leurs images défraîchies. Tous ces idéologues rapiécés se sont émerveillés devant "l'expérience Lip" devenue pour eux l'ébauche de réalisation pratique des divers projets crachottés sur "l'autogestion", le "contrôle ouvrier" etc, etc...

Lorsque le doigt montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. En attendant, ils glorifient cette "gestion ouvrière", faisant ainsi d'une nécessité du moment une vertu éternelle. Alors que la plupart des ouvriers luttent pour un "salaire de survie", les bureaucrates s'attachent à défendre la survie du salariat.

Mitterand y voit même un signe de "mûrissement des travailleurs de notre pays" (Le Monde), sans doute pour faire assurer prochainement cette gestion du capital par les ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire l'autogestion de leur misère. Lorsqu'il s'employait à gérer activement le vieux monde, le même Mitterand, ministre de l'intérieur en 1955, avait fait intervenir la police à Saint-Nazaire, contre les ouvriers en grève. Comme les autres, il aura au moins su mettre son fauteuil dans le sens de l'histoire!...

Dans le flot des discours de soutien, les spécialistes de l'aliénation ouvrière devaient évidemment oublier l'essentiel: "la critique de la montre".

A la vie abstraite qu'impose le capital, correspond le temps abstrait de la montre. Elle constitue pour le capital cet instrument indispensable destiné à mesurer le temps de travail: production horaire, rythme des cadences, travail à la chaîne...

Comme le temps est, sous la domination du capital, celui de la production des marchandises qui servent à sa valorisation, "le temps est tout, l'homme n'est rien, il est tout au plus la carcasse du temps" (Marx).

Tout mouvement partiel, ne peut empêcher que le spectacle ne tente de s'emparer de lui. Si, à ce point de la lutte, les bureaucrates peuvent encore soutenir les ouvriers, il n'est pas sûr que les ouvriers tolèrent encore longtemps les bureaucrates.

A part les revendications des syndicats, les ouvriers de Lip ne se sont donné aucune revendication particulière. C'est justement dans leur silence qu'est contenue la question qu'ils seront contraints de se poser; et l'on peut affirmer que c'est parce que les ouvriers n'élaborent pas de revendication particulière, que ce mouvement fait partie des premières manifestations communistes de notre époque.

"L'ébranlement de ce monde est seulement indiqué par des symptômes sporadiques; la critique en acte de la marchandise et le détournement sont les signes annonciateurs de quelque chose d'autre qui est en marche."

Sacco

et

Vanzetti

toute reproduction et diffusion de ce tract conseillées

Tract ramassé dans une rue de Besançon le 14 juillet 1973.

& Le texte "LIP la 25ème heure" auquel il est fait mention est un texte anonyme qui a circulé à la même époque à Besançon et dont le directeur de la publication est Guy Debord.

CE QUE NOUS NE SOMMES PAS,

CE QUE NOUS NE VOULONS PAS,

ET OU NOUS NE VOULONS PAS EN VENIR

Le numéro de juillet 1972 de Lutte de Classes organe du Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (GLAT) (1), contenait un commentaire des numéros 1 et 2 du MC, sous le titre "Classe ouvrière et Communisme". Cette critique avait surtout pour fonction de donner envie de ne pas lire LMC. Elle nous a aidés à réfléchir un peu sur la révolution, beaucoup sur le GLAT, et aussi sur d'autres questions.

I. Capital et lutte ouvrière

Il faut remonter à la définition du capital. Le point de vue du GLAT sur ce sujet, n'est pas faux, mais partiel, et prend la partie pour le tout. Ce qui est essentiel pour lui, c'est le rapport prix/salaires. Selon lui, c'est la résistance de la classe ouvrière à l'exploitation qui détermine les crises du capital, en diminuant ses profits, et non les crises qui entraîneraient l'action de la classe ouvrière. En faisant l'apprentissage de la lutte, en organisant elle-même son combat, la classe ouvrière se prépare à la révolution, prend son sort entre ses mains, et fait la révolution pour maîtriser la production et les entreprises. Les luttes de la classe ouvrière font naître en son sein de nouveaux rapports qui préparent la société future. Il y a là deux soucis louables : éviter tout fatalisme économique, et faire en sorte que le prolétariat dirige lui-même ses affaires, sans s'en remettre aux révolutionnaires professionnels, aux syndicats, à l'Etat. L'erreur réside dans la limite même de l'analyse du capital et du communisme.

Il est faux de chercher si la lutte du prolétariat détermine la crise, ou si la crise détermine cette lutte. Une telle démarche, quelle que soit la solution choisie, aboutit à un modèle inattaquable (qui nierait le rôle de la lutte de classes, ou de l'économie ?), mais inutile. D'une part il est bien vrai que la pression ouvrière sur les profits peut mettre le capital en difficulté. D'autre part, empiriquement, on rencontre de nombreux cas de crises qui n'ont pas pour origine directe ou unique la lutte des ouvriers. La combativité ouvrière ne peut elle-même s'exercer que dans la mesure où le contexte économique, par exemple le taux de chômage, lui facilite la tâche. Ou bien il faudrait supposer que la bourgeoisie manipule totalement le taux

d'emploi selon les exigences de ses conflits avec les ouvriers. Sans s'en rendre compte, on nie ainsi toute objectivité aux mécanismes socio-économiques. Inversement, il est absurde de concevoir une crise "économique" détachée des luttes "sociales". C'est la notion même d'un modèle de cause à effet qui est insuffisante. L'erreur est de chercher un facteur qui déterminerait tous les autres par une relation de causalité.

Mieux vaut partir, en deçà du rapport profit/salaire, ou production/surproduction, du processus de valorisation. Le capital est accumulation de valeur. La force de l'analyse de Marx ne fut pas tant de dépasser les classiques que de revenir en arrière, en amont des notions qu'ils avaient employées de façon non-critique : ainsi le travail, dont Marx montra le caractère double dès lors que l'économie se constitue en sphère particulière, ainsi que la différence travail vivant/passé. Il en est de même pour le rapport valeur/profit :

"Ce qu'il y a de meilleur dans mon livre, c'est : 1. (et c'est sur cela que repose toute l'intelligence des faits) la mise en relief, dès le premier chapitre, du caractère double du travail, selon qu'il s'exprime en valeur d'usage ou en valeur d'échange; 2. l'analyse de la plus-value, indépendamment de ses formes particulières : profit, intérêt, rente foncière, etc. C'est au second volume surtout que cela apparaîtra. L'analyse de ces formes particulières dans l'économie classique, qui les confond constamment avec la forme générale, est une macédoine." (2)

Le capital est valorisation et dévalorisation. Dans l'un et l'autre de ces deux mouvements, on ne trouve pas seulement ce qu'on appelle économie, mais, indissolublement liée à elle, la lutte de classes. Il suffit pour s'en convaincre, de lire le Livre I. Le prolétaire est une marchandise qui, lorsqu'elle n'obéit plus au mécanisme, à la fois parce que le mécanisme l'attaque et parce que ses conditions d'existence deviennent intolérables, tend à se détruire comme marchandise. C'est parce que le prolétaire est l'homme fait marchandise qu'en se rebellant collectivement il abolit l'échange. C'est parce que l'économie est échangiste qu'elle broie le prolétaire et le contraint à se révolter. Le prolétaire est une valeur qui se refuse comme telle, parce que le système basé sur la valeur lui refuse d'exister comme telle. Il n'y a là aucun déterminisme économique pur : en n'acceptant plus sa situation, le prolétaire est autant poussé à la révolte par le capital, que lui-même entre en contact avec d'autres prolétaires, brisant ainsi son atomisation, et amorçant de nouveaux rapports. Le GLAT a raison de dire que de la lutte naissent des relations différentes, mais il n'en soupçonne pas toute l'importance. Car nous ne sommes pas en présence de simples rapports de combattants unis par une même cause : ces rapports mettent en question le prolétariat en tant que prolétariat, et donc la société. Dans la perspective communiste, dictature du prolétariat signifie d'abord autosuppression du prolétariat.

Critiquant l'utopie réformiste de la hausse du pouvoir d'achat destinée à absorber la production excédentaire, Marx a rappelé dans le Livre II que les crises sont généralement précédées d'une période d'augmentation des salaires, et d'accroissement de la part de la classe ouvrière dans la consommation du revenu national(3). Mais il n'a jamais dit que c'est en raison de cette augmentation, que se produit la crise. La racine de la crise ne se trouve ni dans l'encombrement du marché, ni dans l'augmentation des salaires, mais dans la baisse du taux de profit, manifestant la difficulté croissante de valoriser une masse de valeur de plus en plus grande au taux de valorisation antérieur. Surproduction et rigidité des salaires à la hausse peuvent jouer et jouent le plus souvent un rôle important mais secondaire. La conception matérialiste de la lutte des classes interdit de réduire la société à son "économie", mais aussi à un simple rapport de force entre travail salarié et capital. Il faut plutôt s'interroger sur les conditions générales qui déterminent la force respective des deux adversaires, et la font s'exercer de différentes façons. Il existe des mouvements objectifs qui ne découlent pas entièrement de l'action humaine, bien qu'elle y intervienne. Cela est particulièrement net dans notre société : les rapports sociaux - au sens le plus large - échappent tellement à l'action du capital et du prolétariat qu'il est insensé de se demander si les mouvements sociaux ont pour origine l'action du capital, ou l'action du prolétariat. Si la société est le produit de l'action réciproque des hommes, le monde moderne a produit des rapports sociaux émancipés du contrôle d'un groupe humain ou d'un autre (capital ou prolétariat). Mieux vaut chercher la dynamique d'ensemble, pour voir où va ce monde, quelles relations nouvelles il peut produire, plutôt qu'une cause unique ou principale. Les hommes font l'histoire, mais seulement dans des conditions données. De même, le prolétariat lutte contre le capital, mais dans des conditions données, qu'il peut transformer mais non créer. L'alternative "détermination par l'économie" ou "détermination par la lutte de classes", ne fait que reproduire en termes "marxistes" la vieille opposition philosophique entre être et pensée, matière et action. (4)

La combativité ouvrière n'est donc ni un effet ni une cause. Ou alors il faut supposer la classe ouvrière toujours mobilisable, d'où la conception "léniniste" (organiser la classe) ou ultra-gauche (aider à son organisation). La société capitaliste est certes fondée sur des rapports de force, mais eux-mêmes intégrés à un mécanisme objectif : celui du cycle de la valorisation, et du processus de dévalorisation, dont fait partie l'action prolétarienne (5). Le lien entre profits et salaires est complexe, et les informations et études réunies dans Lutte de classes, et dans un texte récent en anglais (6), sont très instructives à cet égard. Leur seul défaut essentiel est de ne pas se replacer dans l'ensemble du processus.

"En outre, la baisse du taux de profit en raison de l'accumulation

provoque nécessairement une lutte concurrentielle. La compensation de la baisse du taux de profit par la masse du profit accru ne vaut que pour le capital total de la société et pour les gros capitalistes complètement installés. Le nouveau capital additionnel, opérant en toute indépendance, ne rencontre pas ces conditions compensatrices; il est obligé de les conquérir de haute lutte, et c'est ainsi que la baisse du taux de profit provoque la concurrence entre les capitalistes, et non inversement celle-ci celle-là. Cette concurrence s'accompagne, certes, d'une hausse temporaire du salaire et d'une baisse correspondante temporaire du profit. Le même phénomène se manifeste dans la surproduction de marchandises, l'encombrement des marchés. Le but du capital n'est pas de satisfaire des besoins, mais de produire du profit; ce but, il ne peut l'atteindre que par des méthodes qui visent à régler la quantité des produits en fonction de l'échelle de la production, et non pas inversement. Dès lors, une discordance ne peut manquer de s'établir entre les dimensions restreintes de la consommation sur une base capitaliste et une production qui tend toujours à dépasser cette limite immanente. D'ailleurs, le capital se compose de marchandises; donc, la surproduction de capital implique celle de marchandises." (7)

Soutenir que l'économie détermine la lutte de classes (comme semble le faire Révolution Internationale (8), ou l'inverse (comme le fait le GLAT), c'est les considérer d'emblée comme extérieures l'une à l'autre.

Les reproches très vifs adressés par le GLAT au MC, dont les conceptions se définiraient par un fatalisme et un automatisme, rappellent les critiques adressées à Marx accusé de tout réduire à l'économie. On fait passer pour une erreur ce qui est tout au plus un schématisme. Pas plus que Marx dans Le Capital, nous ne considérons l'économie comme la seule détermination.

L'analyse du GLAT, aussi utile soit-elle, se situe surtout à deux niveaux : 1) la répartition de la valeur produite; 2) l'organisation des éléments de l'économie capitaliste, de ce qu'on appelle les grands agrégats. Elle ne s'intéresse pas assez au coeur du système. Si le capital veut toujours plus de profit, c'est qu'il est création et accumulation de valeur. La théorie de Marx montre justement là qu'elle est plus que simplement "économique". Car la valeur et le règne de l'échange engendrent et perpétuent des rapports sociaux donnés entre les biens et les hommes, et entre les hommes. C'est cette structure échangiste qui est détruite lorsque le prolétaire-marchandise se nie comme tel, à la fois par sa propre lutte, et par une œuvre collective de lutte contre le capital. Le GLAT a donc raison d'insister sur les rapports nouveaux qui naissent de la lutte, mais il faut surtout montrer en quoi ces rapports rompent avec l'échange, donc avec la limitation de l'entreprise. Cette dynamique ne conduit pas à une simple gestion ouvrière, mais bien plus à un bouleversement de tout l'appareil de production et de vie, qui déborde largement le cadre de l'entreprise, et aussi des "ouvriers", bien qu'ils y jouent le rôle primordial. La révolution

communiste est destruction de ces coupures entre travail/non-travail, production/vie, etc., et les nouveaux rapports créent une communauté sur de telles bases. On ne peut donc pas les comprendre si l'on se borne aux formes d'organisation, qui pourtant sont importantes (cf. § suivant).

Si la production est le centre stratégique de la révolution, qui ne peut rien sans ce "levier", son centre social est autre. C'est la destruction de l'échange et du salariat: donc aussi de la production en tant que domaine séparé. La révolution socialise la société atomisée et déchirée en formant une communauté humaine.

Le courant ultra-gauche a négligé cette dimension essentielle du communisme. Il a bien vu la subversion dans la spontanéité même du prolétaire, mais il l'a mal située : elle ne réside pas d'abord dans l'organisation du prolétariat, et surtout pas dans son organisation sur le lieu de travail pour y rester; mais dans l'être du prolétariat, réduit à une valeur que la dévalorisation écrase s'il ne la détruit pas. Toute analyse profonde sur la "crise" est en même temps une étude du prolétariat et de la révolution, et vice-versa.

II. Forme et contenu des luttes

Affirmer que la révolution est une question de contenu social, et non de forme d'organisation, c'est avancer une thèse qui peut être discutée. Mais on déforme totalement cette thèse, et l'on fait passer un peu vite ses défenseurs pour des imbéciles, en leur faisant dire que le contenu détermine automatiquement la forme, et, pire encore, que les révolutionnaires n'ont qu'à "attendre" la révolution. L'organisation est celle des tâches : c'est l'ensemble des liens pour réaliser quelque chose. On ne peut en déduire que tout fonctionne par soi-même. En ce qui nous concerne, les n° 3 et 4 témoignent de ce souci.

On nous reproche de privilégier le but au détriment des formes. Encore faut-il savoir ce qu'est le but : comme le montre le § précédent, ce n'est pas le cas de l'ultra-gauche. Il est exact que les luttes, y compris quotidiennes, forgent certains rapports, aussi bien organisationnels, qui sont déjà une rupture avec la société actuelle, et amorcent des rapports sociaux différents. Mais il faut aussi voir ce que font les luttes. Contre quoi s'organisent les ouvriers ? Il n'y a pas un passage miraculeux de l'état de "classe ouvrière" (= capital variable) à celui de "prolétariat". Sur ce point la gauche dite italienne a tort, et ignore la dynamique réelle, lorsqu'elle fait intervenir - comme Lénine - le "parti" de l'extérieur, sans comprendre l'organisation du prolétariat à partir de sa situation concrète. En tout cas, il est sûr que des organisations formelles et informelles se constituent dans le prolétariat. Si l'on considère que le mouvement révolutionnaire de

cette société tend vers la gestion, alors il est normal de se fixer sur certaines formes. Si au contraire on comprend que le mouvement révolutionnaire découle du besoin de s'appropriier le monde, les conditions de vie, alors on cesse de mettre les formes d'organisation au centre du problème, et l'on se demande : ce qu'elles font; ce qu'elles ne font plus, et qu'elles faisaient autrefois; quels sont leurs liens avec le reste de la société ? C'est ce que le n° 1 ici republié tente de faire.

Ce que l'on affirme périmé, ce n'est pas l'organisation en général, c'est un certain type d'organisation, comme les IWW, l'AAU les shop-stewards, ou ce que propose Munis dans Les Syndicats contre la Révolution (9) et que préconise d'une autre façon Bordiga (10), c'est-à-dire une forme de regroupement né des conflits immédiats, et qui se perpétuerait comme organisation. Par contre, d'autres formes sont nécessaires, et existent. Tout comme le GLAT, et d'autres, nous y travaillons et les appuyons du mieux possible. Ce point est déjà important. Un autre est de savoir ce que font et feront ces regroupements, compte tenu du seul programme désormais possible pour le prolétariat : le communisme. C'est pourquoi un texte comme Lordstown 72, publié par l'OJTR en 1973, est beaucoup plus instructif et subversif que les analyses habituelles des grèves par les groupes ultra-gauches, qui en restent à l'aspect immédiat : organisation, conflit avec le syndicat, le patron, l'Etat, sans voir la logique de la lutte. Il serait faux de se réjouir des réactions individuelles, et de l'absence de regroupement tout-à-fait nocive qui se manifeste souvent (11). Mais aucune forme d'organisation ouvrière n'échappera à la destruction politique ou économique, pour des raisons d'organisation : seule la réalisation radicale des tâches communistes, même limitées, interdit toute dégénérescence. En retour, il est exclu de considérer l'organisation comme la tâche à accomplir. Les problèmes d'organisation de la révolution sont à la fois réels et secondaires. Les révolutionnaires ne cherchent pas d'abord à agir à ce niveau (pour organiser ou contribuer à l'auto-organisation), mais plutôt à exprimer et être la subversion dans son contenu communiste. Bien entendu ils s'organisent, et aident à l'organisation des autres, mais seulement en fonction des objectifs.

En toute chose il faut considérer la fin. La racine du mouvement prolétarien ne se trouve que dans son être réel, non dans les liens qu'il met en place pour le réaliser (soit de façon réformiste, soit de façon révolutionnaire). Sa révolte contre le capital n'est pas seulement ni principalement contre la direction assurée par les capitalistes, mais contre ce que cette direction dirige.

"La séparation apparaît comme l'état normal dans cette société. Quand elle n'existe pas, on la suppose, et on a raison; l'union apparaît purement accidentelle, et l'on considère la séparation comme l'état normal, même lorsque la même personne réunit les diverses fonctions. Et l'on voit ici de façon frappante que le capitaliste n'est que le fonctionnement du capital, et l'ouvrier celui de

la force de travail. La loi veut du reste que le développement économique attribue ces fonctions à des personnes différentes..." (12):

L'utilisation des thèmes de l'auto-gestion et de la gestion ouvrière par le capital n'est absolument pas un mythe, mais une réalité déjà à l'œuvre : ainsi l'occupation et la remise en marche de la production des chantiers navals écossais UCS en 1971-72, au profit du capital. Les ultra-gauches expliqueront toujours que cette gestion n'est jamais la "bonne", et reste toujours bureaucratique, etc. Mais l'insistance sur les formes aux dépens du contenu communiste (abolition du salariat, de l'entreprise, du travail et de l'économie séparés, de l'échange, insurrection, etc.) ne favorise-t-elle pas la confusion ? N'est-il pas un peu ridicule de parler de "villes sous contrôle ouvrier" au Québec en 1972, comme le faisait Lutte de classes en novembre 1972 (ridicule et surtout dange-reux) ?

Le prolétaire se dresse afin de transformer sa vie asservie, non par l'autorité, ou par une gestion particulière, mais par la logique marchande. On ne peut pas non plus se contenter d'insérer une phrase ou un alinéa sur la destruction de l'économie marchande, comme le fait RI dans sa Plateforme (13), sans le relier au reste, sans en faire dépendre le reste. Là se révèle la séparation entre le mouvement et le but. Comprendre le communisme, ce n'est pas comprendre ce que fera le prolétaire, mais ce qu'il fait et ne fait pas. La compréhension du communisme n'est pas un point parmi d'autres, un luxe de théoriciens qui ont le loisir de s'interroger sur l'avenir. Si le communisme est à l'ordre du jour comme programme immédiat d'une révolution future, cela détermine dès aujourd'hui les luttes ouvrières - y compris réformistes -, leurs formes d'organisation, et les tâches révolutionnaires.

Qu'entend-on au juste par organisation permanente ? Ce qui doit demeurer pour que l'action ne soit pas contrainte de s'improviser à chaque instant, c'est la permanence des liens, mais non celle de l'organisation instituée et constituée, comme l'étaient l'AAU, les IWW. L'expérience des luttes radicales actuelles montre que les ouvriers constituent un "comité" sous une forme quelconque, mais qui ne subsiste après l'action que comme un réseau de liens, dans les discussions, dans la vie en général, lié à l'organisation informelle des ouvriers, et non comme "le comité". Ou bien on le fait vivre par lui-même. Il faut alors remplir d'activité cette forme désormais vide. C'est la porte ouverte à tous les organisateurs professionnels, spécialistes des luttes des autres.

De même, dans le communisme, la forme d'organisation est secondaire, ce qui ne signifie pas qu'elle n'existe pas. Mais ce n'est pas un préalable. Nous avons surtout cherché jusqu'ici à exposer ce que peut être son fondement, le contenu des rapports sociaux communistes (cf. n° 2). Cela a pu conduire à sous-estimer le problème. Le GLAT, qui ne nous pardonne rien, prend cette faiblesse mineure pour une erreur grave. Ce qu'il faut montrer, c'est plutôt en quoi le processus

et le moment de gestion et de prise de décision acquièrent tant d'importance dans le capitalisme, et dans toute société de classes, tandis qu'ils s'intègrent naturellement à l'ensemble de l'activité dans le communisme. L'ouvrage à paraître Contre la politique tentera d'éclaircir ce point. Il est certain qu'en la matière l'appréhension théorique est difficile. Bien sûr il est plus réconfortant de s'en tenir à l'affirmation de la démocratie, et de la rabâcher depuis décembre 1959... Laissons le GLAT triompher sur son terrain. Peut-être trouvera-t-il plus démocrates que lui pour lui reprocher de se situer en deça des prétentions de la démocratie bourgeoise, puisqu'il cherche "une procédure permettant à la majorité de s'exprimer" : rien n'est donc prévu pour les droits des minorités ?

III. "Un travail politique"

(Contre le courant, p. 1)

Un commentaire du texte du GLAT ferait ressortir son caractère avant tout politique. Car si la critique du MC par le GLAT témoigne de ce qu'il y a de bon et de moins bon dans l'ultra-gauche, elle est surtout révélatrice d'une attitude.

Les arguments de cette critique ne sont pas d'abord théoriques. Ils fonctionnent aussi et surtout comme des signes destinés à déclencher un certain type de réaction complice chez le lecteur, entretenant une communauté d'idées renforcée par l'hostilité face aux étrangers (nous-mêmes en l'occurrence) : d'où la nécessité d'être agressif. L'introduction annonce tout de suite le genre : "Parmi les nouvelles feuilles dont chaque printemps gratifie la bibliothèque du révolutionnaire - et dont la plupart ne survivent pas aux rigueurs du premier hiver - on relève cette année..." Tout est annoncé en quelques lignes. Le lecteur est averti : il sait qu'il est invité à rire, et que l'humour de Lutte de classes est garanti par son ancienneté (il y a des "feuilles" qui "survivent" à tout).

On précise ensuite que les n° 1, et 2 du MC abordent "avec une certaine largeur de vue des problèmes fondamentaux pour l'activité révolutionnaire". On n'en saura pas davantage quant au fond. On laisse donc entendre que le LMC est intéressant, sans dire pourquoi. Puis on affirme qu'en fait, "les problèmes se trouvent obscurcis plutôt que clarifiés". Pseudo-objectivité. On commence par faire comme si l'on critiquait les faiblesses de textes que par ailleurs on recommande, mais qu'en réalité on démolit. Les apparences de discussion "démocratique" sont d'autant mieux préservées que l'on prend bien soin de nous appeler "camarades".

Suit un résumé en 7 points, dont au moins 4, et plutôt 5, sont de monstrueuses déformations de ce que nous avons écrit. Puis on oppose à ce résumé des affirmations présentées comme contradictoires, et extraites de nos textes :

certaines sont peut-être effectivement des faiblesses, mais il est absurde d'en déduire la fausseté de l'ensemble. Le GLAT n'a pas peur de la facilité. Mais, le plus souvent, la déformation est flagrante. Après nous avoir fait passer pour des mécanistes acharnés à nier le "rôle actif de la classe ouvrière", il est facile de montrer notre incohérence lorsque nous soutenons précisément le contraire ! Pour nous mettre en contradiction avec nous-mêmes, le GLAT oppose son incompréhension de notre point de vue à ce point de vue lui-même.

Toujours le vocabulaire est là pour rappeler qu'il s'agit d'une polémique et que l'adversaire est ridicule, ou odieux. Il paraît que nous lançons des "anathèmes" aux groupes ouvriers. Le GLAT veut nous faire passer pour anti-ouvriers aux yeux de ses lecteurs (ouvriers ?). Sa réaction est typique lorsque nous évoquons "la lutte des expulsés occupant un appartement ou un local vide". Il se contente d'ajouter entre parenthèses : "et vive le populisme des sectateurs de Mao". Malgré ce que le GLAT nomme "un souverain mépris pour la réalité, celle des luttes ouvrières comme celle du fonctionnement du capitalisme", il semble que les ouvriers, et pas seulement le "peuple" des maoïstes, soit aussi concerné par "la question du logement". Mais tout ce qui se passe en dehors de l'entreprise, non seulement n'intéresse pas le GLAT, mais le dérange. On note ici la fonction de l'humour : la plaisanterie fait passer l'amalgame (avec les maoïstes) qui lui-même tient lieu d'argument. C'est un clin d'œil au lecteur : veut-on faire rire, on insère une courte remarque entre parenthèses, ou l'on ajoute "sic". On entretient tout ce qui crée une complaisance entre le texte et son public.

Ce mécanisme est politique. Le capital crée accoutumance à toute une série d'attitudes et de représentations. Il existe ainsi un style politique où se retrouve un monde de spécialistes et d'initiés. Les allusions, les références, les effets formels, les jeux d'esprit, ponctuent le discours et en font le charme. Il est misérable d'adopter ce style de langage dans un organe révolutionnaire, imitant ainsi les polémiques humoristiques entre journaux gauchistes.

Tout cela porte ses effets. Une lettre reçue d'Ecosse début 1973 nous écrivait à propos des n° 1 et 2 du MC : "J'en avais entendu parler par une critique dans LDC avec laquelle je serais en gros d'accord." Naturellement, nous avons répondu à cette personne que, si elle avait "découvert" nos idées en lisant le GLAT, nous aussi. Voilà le résultat de la politique. On prend des morceaux de réalité, et on recolle. C'est ce qu'on a fait avec Marx. C'est ce qu'a fait Lénine contre le communisme de gauche. C'est aussi le style de Trotsky contre la gauche communiste.

Désormais nous ne pourrions plus rendre compte de telles critiques que dans une rubrique "Spectacles". Il est pénible de voir un groupe finalement intéressant vouloir à tout prix conserver son image. Tout le monde sait donc maintenant qu'il en a une. Dans le prisme des groupes ultra-gauches (ICO, RI, ...),

il s'agit de montrer en quoi l'on est spécifique, "ce qui nous distingue". Nous-mêmes ne cadrions pas dans le tableau, étant difficile à classer, après avoir tenté d'assimiler l'expérience de la gauche communiste à la fois "allemande" et "italienne". Il fallait donc le rectifier. Pourtant une polémique a un sens entre révolutionnaires lorsqu'elle permet d'aborder des problèmes importants, ce qui n'était pas le cas. Le GLAT devait nous donner en spectacle, nous ridiculiser pour se mettre lui-même en vedette. Il a peut-être réussi, c'est son affaire. Il continuera à utiliser nos faiblesses sur les problèmes que nous posons pour en faire sa force à lui, qui ne les pose pas. Les insuffisances des autres lui servent de faire-valoir et le rassurent. Dans le spectacle qu'il a monté, le GLAT a fait la preuve de son appartenance à la politique, étant partie prenante de la concurrence des groupes. Continuons à le lire. Mais c'est triste.

IV. Ultra-gauche et histoire

Le cas d'Inter-Entreprises pose un problème à part. Il aurait été utile de rédiger une brochure sur ce sujet en 1968-69. Mais on trouvera sans doute l'essentiel dans les remarques du n° 1 reproduit ici. Contentons-nous de quelques rappels significatifs.

Au départ, il y eut des contacts entre "étudiants", ouvriers et révolutionnaires, avant la grande manifestation du 13 mai 1968, en particulier au Centre universitaire Censier. A partir du 13 au soir, un grand nombre de personnes se retrouvèrent à Censier, et l'on peut dire que la coordination des "comités d'action travailleurs-étudiants" date de cette époque. Il s'agissait surtout de mettre en contact des ouvriers d'une même entreprise et d'entreprises différentes, et d'écarter les politiques. Cette dernière tâche fut accomplie relativement vite, mais non sans mal, et peu démocratiquement, au sens où il n'y eut pas de décision votée par la majorité. L'incompatibilité entre les comités et l'action gauchiste éclata rapidement, et les trotskystes (FER et OCI) furent expulsés avec l'assentiment général, mais sans que l'on fasse une réunion particulière sur ce sujet. Si le débat avait été organisé de cette façon, ils auraient eu beau jeu de se réclamer de la "démocratie" pour imposer leur "bureaucratie". Ceux-là mêmes qui les chassaient dans le cours de leur action, auraient hésité à le faire si l'on avait posé la question abstraite de leur "droit" à rester.

En tant qu'appareil, la coordination n'était pas grand chose, et reposait surtout sur un fichier bien tenu. Mais elle n'aurait pu fonctionner sans l'activité d'une dizaine de personnes sachant à peu près où elles allaient, ce qui n'excluait pas des délires.

On vit alors que le processus démocratique, ou bien allait de soi et n'avait nul besoin d'être théorisé, préconisé ou organisé; ou bien devenait une institution freinant le mouvement. Dès que le fait de prendre une décision devient un problème, c'est que l'ensemble de l'activité n'est plus harmonieux, que sa dynamique se grippe. Critiquant la procédure du vote à bulletin secret, qui réduit chaque votant à lui-même en l'isolant de ses camarades, on en vint à critiquer les autres procédures d'élection dans les conflits, qui suspendent l'action et la remettent en cause.

On comprit également que la conception opposant minorité à majorité, ou l'inverse, était illusoire, et que nos ennemis (syndicats et patrons) utilisaient aussi bien la majorité que la minorité lorsque cela les arrangeait. Le prolétariat n'avait pas hésité dans certains cas - à Renault-Cléon par exemple - à lancer l'action minoritairement après avoir essayé en vain de convaincre la majorité, et l'avait finalement emporté.

De plus, dans toutes les situations où un système de consultation démocratique fut instauré, il n'y eut pas d'affrontement ouvriers/syndicats, puisque ceux-ci se soumettaient aux volontés de la base, en apparence. Ultérieurement les travailleurs de telles entreprises semblent avoir retiré bien moins de la grève, d'un point de vue révolutionnaire, que celles où une petite minorité radicale avait dû lutter contre le syndicat soutenu par la passivité de la majorité des ouvriers. L'action des minorités ouvrières était révolutionnaire, non par un effort de transformation sociale, mais par leur conflit avec les syndicats et l'entreprise.

A partir du reflux, puis de la fin de la grève, les actions contre la reprise du travail donnèrent une impulsion nouvelle aux comités. L'échec de la grève durcit l'opposition aux syndicats, et resserra les liens entre une partie des personnes présentes. Les rapports s'approfondirent, se faisant plus théoriques, moins immédiats. Un tel phénomène pouvait laisser croire qu'il y avait là l'embryon d'une organisation de type shop-steward. On pouvait en effet estimer que des délégués informels des diverses entreprises représentées continueraient à se rencontrer, soit pour échanger informations et contacts, soit pour se donner consciemment une base théorique commune, qui dégagerait un groupe agissant comme l'élément moteur de ce rassemblement, sans pour autant le diriger. La première solution était celle d'ICO, la seconde, celle du GLAT (nous reviendrons sur eux un peu plus loin).

En réalité, il y eut encore de "bonnes" réunions jusqu'au début 1969; un tract commun, Retour à l'envoyeur, fut même distribué lors de la journée "d'action" de la CGT en février 1969. Mais le mouvement s'effilochea et mourut de lui-même, comme tous les autres comités d'actions restés indépendants des organisations politiques disparurent vers 1969. Il est vain de chercher un ou des

"responsables". On ne peut comprendre la fin de ce rassemblement que sur la base du programme et des perspectives du programme à notre époque, de même qu'on ne peut saisir l'essor des syndicats et partis autrefois que sur la base de ce que revendiquait alors le prolétariat, et du programme qu'il aurait réalisé s'il avait fait la révolution. La mort d'Inter-Entreprises était inscrite dans sa naissance, dès qu'il prit la relève de la coordination des comités en juin. Il ne sert à rien de réécrire l'histoire, ni de soutenir qu'on l'avait prévue. Nous-mêmes avons mis longtemps à comprendre.

Dans son étude sur 1968, l'IS traite avec condescendance les activités de Censier, relevant selon elle du "vieux" mouvement ouvrier (14). Une comparaison entre la coordination de Censier et le Comité pour le Maintien des Occupations, auquel participèrent l'IS et les Enragés, a été esquissée brièvement dans Contre la Politique. Précisons simplement qu'il était dans la nature du CMDO de se dissoudre dès le déclin du mouvement, parce qu'il réunissait des liens étendus mais lâches, qui n'avaient donc ni le besoin ni le moyen de survivre à la grève générale. Par contre Censier, travaillant à une échelle plus réduite, mais avec plus de continuité dans ses contacts, et peut-être moins d'influences dé-stabilisatrices qu'à la Sorbonne, éprouvait naturellement le besoin de se perpétuer en créant un autre organe, pour ne pas perdre tout ce réseau de liens et les activités qu'il permettait encore. Inter-Entreprises n'est pas plus née par rage organisationnelle qu'elle n'est morte par rage liquidatrice. L'expérience ne pouvait qu'être tentante, puisque les conditions "objectives" et "subjectives" étaient réunies. Tous souhaitaient rester en liaison si une "reprise" survenait. Pourtant dès l'été un texte de travail rédigé par un camarade économiste montrait bien que l'économie française sortirait grandie de la grève, et qu'il était vain, sur un plan plus global, d'escompter une crise économique à court terme. Mais d'autres facteurs, notamment internationaux, pouvaient jouer. Il serait irréel de reprocher ou de se reprocher de ne pas avoir dissout purement et simplement la coordination des comités.

L'attitude des groupes ultra-gauches face à ces événements n'a pas été bien mise en lumière. ICO se contenta de tenir des réunions régulières à Censier, où assistaient de nombreux ouvriers, et y fit circuler des "informations", sans agir collectivement, ni se mêler à la coordination des comités. Pour ICO, les comités ne représentaient qu'une minorité des travailleurs. Or, il ne saurait être question de dire aux travailleurs ce qu'ils doivent faire. Invité un jour à venir participer à l'assemblée générale des comités, ICO refusa, poliment. Comme l'ont expliqué plus tard des membres d'ICO.

"Chacun a pris sa part obscure au milieu de tous" (15).

Cette modestie revenait à "informer" les travailleurs présents, à discuter, puis à renvoyer chacun isolé dans son entreprise. On a coutume de dire

qu'en dépit de ses erreurs, ICO est utile comme réseau de relations. On voit ici l'usage qui en fut fait au moment décisif. On rassemble pour ne pas agir, en décourageant même les ouvriers de participer aux regroupements existants, sous prétexte qu'ils ne sont pas représentatifs. ICO fait payer au mouvement révolutionnaire son apport dans les périodes calmes, par son rôle de frein quand il se passe quelque chose. Il est difficile de ne pas considérer une telle pratique comme contre-révolutionnaire. ICO traite ses liaisons comme un bien qu'il se garde d'investir dans la lutte au moment opportun, préférant les garder en propriété privée.

Par contre, dès la fin du mouvement, ICO prépara une étude sur La Grève généralisée: Inaction collective dans le mouvement, puis expression collective. On ne saurait mieux se présenter comme l'expression d'un mouvement où l'on n'a rien fait. En réalité, c'est ICO en personne qui a fait la grève généralisée en mai-juin 1968, pendant que les révolutionnaires travaillaient. Il semble qu'ICO n'ait pas sorti un seul tract pendant la grève. Mais, après, il tire les leçons du mouvement et propose sa solution, comme tous les autres. La politique est généralement dépassée par les secousses sociales de quelque envergure, mais réussit ensuite à en reprendre plus ou moins le contrôle, en particulier en faisant l'expression de ce qui s'est passé.

ICO opposait les "comités de grève" que les travailleurs devaient élire et contrôler eux-mêmes, aux regroupements minoritaires. Pour l'essentiel, les organisations ultra-gauches préconisaient la démocratie ouvrière. Pouvoir Ouvrier, issu de Socialisme ou Barbarie et aujourd'hui disparu sous ce nom, lançait le mot d'ordre de comités de grève démocratiquement élus par l'ensemble des ouvriers et révocables à tout instant. Dans un tract du 19 mai, indiquant la permanence du Comité ouvriers-étudiants à la Sorbonne, le GLAT affirmait :

"Les assemblées d'usine devront donc élire des délégués qui se réuniront sur le plan régional ou par branche professionnelle et pourront même élire des délégués à un comité de grève central." (16)

Une telle insistance sur les formes démocratiques avait pour objectif de contrer la mainmise des syndicats (et parfois des gauchistes) sur la grève. Mais précisément, dans la mesure où elle prônait avant toute une forme et non des mesures précises d'un contenu différent de ce que faisaient les syndicats, cette orientation se plaçait en position de faiblesse par rapport à la bureaucratie. Attaquer au niveau des formes, d'un cadre organisationnel, c'est permettre à l'adversaire d'utiliser ce cadre en le remplissant à sa façon. La consultation des travailleurs fut et reste un moyen de liquider l'action, tout autant que les manœuvres bureaucratiques, qu'elle est d'ailleurs incapable d'empêcher par elle-même. D'où les éternelles contestations autour de la "vraie" démocratie. Or, s'il est exact que la démocratie manipulée par la bureaucratie consiste à prendre

des décisions sans connaissance de cause, plus profondément, c'est le principe même d'un mécanisme et d'un moment particuliers à la décision, qui est à critiquer. En devenant un moment privilégié, la décision rompt l'action. Dans tous les cas où une décision favorable au mouvement gréviste fut prise démocratiquement en 1968, elle découlait d'un certain type de préparation qui avait lui-même posé la question d'une certaine façon. Lorsque la démocratie sert les intérêts prolétariens, ce n'est pas par elle-même, mais parce que les conditions le préparent et le permettent. Ce n'est pas le moment du vote qui est décisif, mais celui qui le précède. On ne peut s'en remettre aux formes pour dégager un contenu. Prôner un "comité" de grève central", objectif alors inaccessible, équivalait à attirer l'attention sur un combat perdu d'avance. Au contraire lancer des mots d'ordre d'abolition du salariat et de l'échange, alors inapplicables, aidait à armer théoriquement le mouvement sur son vrai terrain (cf. le tract Que faire ?, diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, rédigé vers la fin mai, auquel d'ailleurs le GLAT collabora).

On comprend l'illusion démocratique lorsqu'on voit par exemple le fonctionnement de Censier. Lorsque le GLAT, après d'autres activités, vint à Censier, la coordination des comités existait depuis longtemps déjà. Divers éléments, entre autres ouvriers, voulurent les chasser, croyant avoir affaire à des manipulateurs. Le GLAT ne put rester et apporter sa contribution que parce que des gens qui le connaissaient, et en particulier nous-mêmes, pouvions garantir qu'il s'agissait de révolutionnaires et non de bureaucrates. La démocratie dite ouvrière aurait expulsé le GLAT de Censier en mai 1968, comme elle a isolé et laissé massacrer les révolutionnaires allemands en 1918-19, et voté la mort de la vieille garde bolchévik à partir de 1936.

Quoi qu'il en soit, la version selon laquelle nous compterions au nombre des "liquidateurs de l'organisation révolutionnaire", et en particulier d'Inter-Entreprises, prend un relief fantastique si l'on considère qu'Inter-Entreprises prolongeait un organisme dont nous avons été parmi les créateurs et animateurs, alors que le GLAT ne vint à Censier qu'à la fin mai. Il faut le préciser puisque les légendes circulent et ont un impact pratique non négligeable. Là encore un commentaire de texte ne serait pas superflu. Dans sa critique le GLAT fait une allusion rapide à notre rôle "révélateur" dans la dissolution du comité Inter-Entreprises, et renvoie à son étude à ce sujet. Le lecteur qui n'aura pas le temps ou le moyen d'aller vérifier en consultant cet autre texte du GLAT (17), tiendra sans doute pour une vérité acquise et démontrée qu'effectivement nous avons joué un tel rôle. Cependant, si l'on se reporte au texte indiqué,

"Tandis que la Sorbonne était livrée à des orateurs..., au troisième étage du Centre Censier se constituait un Comité de liaison Travailleurs-Etudiants axé sur le soutien aux travailleurs en grève."

Personne ne vient reprocher au GLAT d'avoir été précisément à la Sorbonne,

où il a pu éventuellement faire œuvre utile, tandis que les "liquidateurs de l'organisation révolutionnaire" participaient à la mise en place des comités et de la coordination de Censier, auxquels le GLAT ne vint se joindre qu'ensuite. Chacun faisait ce qu'il pouvait. On ne peut que se réjouir de la venue du GLAT à Censier et la collaboration qui s'instaura alors : on a vu qu'il en avait été autrement avec ICO. Mais pourquoi éprouver le besoin de dire ou de laisser entendre qu'on s'est trouvé toujours à la pointe du combat, tandis que les "autres" liquidaient l'organisation des travailleurs ? Cette attitude ne s'explique que par le besoin de se faire valoir dans une concurrence (cf. § précédent). Les groupes politiques ne se conçoivent que comme rivaux de ce qui les entoure. Il faut donc discréditer tout ce qui ne se rassemble pas autour de soi, y compris ceux qui sont proches, et avec lesquels on a collaboré dans le passé, ou même dans le présent ou le futur. La politique ne considère comme positif que ce qu'elle dirige, ou qui reconnaît son pouvoir, même théorique. Nos idées ne sont pas celles du GLAT : il faut donc nous charger des tares les plus graves. Et quel est aux yeux de l'ouvriérisme le crime le plus odieux, sinon celui de liquider ce que font les ouvriers eux-mêmes ?

Le texte auquel se réfère LDC mentionne bien la fin d'Inter-Entreprises, en citant les "liquidateurs de l'organisation révolutionnaire", qui nient que les révolutionnaires doivent se regrouper et agir "systématiquement" (18). Or, un tel reproche ne peut s'adresser à nous : il vise en fait ICO (voir plus loin). Le mécanisme est donc clair. On fait passer des gens pour liquidateurs, sans donner de preuves, en renvoyant simplement à un autre texte, qui lui-même ne contient pas non plus la moindre démonstration à cet effet. Ici le renvoi à un autre texte est une forme subtile de mensonge. C'est le procédé de la calomnie.

Quant à Inter-Entreprises, mort de lui-même, ni nous, ni personne, n'avons pu l'orienter dans une voie quelconque. Dès avant sa fin, nous avons d'ailleurs entamé une discussion et même une collaboration avec le GLAT, mais les points de vue étaient trop divergents. Notre propre réflexion sur le Léninisme et l'ultra-gauche aboutit dans les mois qui suivirent aux post-faces de P. Guillaume et J. Barrot aux Trois sources du Marxisme de Kautsky (19), à la préface de D. Authier au Rapport de la délégation sibérienne de Trotsky (20), et à la Contribution à la critique de l'idéologie ultra-gauche de Barrot (21). Nos hésitations face à Inter-Entreprises décadent, et notre refus d'adopter les positions du GLAT, provenaient donc d'une réflexion encore maladroite, mais réelle, et non d'une attitude simpliste et mécaniste devant les formes d'organisation ouvrière.

D'autre part, des membres d'ICO, qui n'avaient pris aucune part à l'action des comités, vinrent aux réunions d'Inter-Entreprises, après son départ de Censier, et proposèrent d'en faire une sorte de nouvel ICO, réunissant dans

un bulletin les informations échangées. Cette solution ne s'imposa pas. Qui ne voit, en outre, que l'information n'est jamais un fait brut, mais toujours produit et travaillé ? L'information soit-disant neutre, pur instrument au service du public (ou ici des travailleurs) est une absurdité. Elle devient mystification dès lors qu'on l'érige en principe, prétendant fonder sur elle un regroupement révolutionnaire ou même "ouvrier". On se reportera à l'analyse des mass media par l'IS. L'essence du prolétariat semble résider pour ICO dans une sorte de pureté originelle qu'il lui suffit de retrouver pour être révolutionnaire. Dès que les ouvriers seront vraiment entre eux et décideront entre eux de ce qu'ils feront entre eux, tout ira bien. Le moyen de réaliser cette purification est une information elle-même pure, dépouillée de toute interprétation, etc.

Ce qui est significatif, c'est l'attitude d'un groupe qui, n'ayant joué dans le mouvement qu'un rôle de frein, par son inertie, vient ensuite proposer sa solution organisationnelle. Evidemment, ils interprétèrent par la suite l'échec d'Inter-Entreprise à leur façon, mettant en relief l'action nocive des manipulateurs, et plus généralement des éléments non-ouvriers. On écrit dans ICO : "nous avons réglé leurs comptes aux différentes tendances politicardes (trotskystes, M.L., Taupistes et Glatouilleurs, etc.)" (22). Pourtant la moindre activité en 1968, ou à un autre moment, montre les dangers de ce formalisme : n'est-ce pas en dénonçant les éléments "étrangers à l'entreprise" que la CGT combattait les comités ? L'aspect subversif (puisque la révolution communiste était alors hors de question), la mise en contact hors de l'entreprise de minorités ouvrières radicales, et aussi les liens avec les révolutionnaires non-ouvriers, est précisément ce que condamne ICO, cherchant à se maintenir comme groupe "ouvrier". Tout ce qui veut exister par soi-même en permanence se condamne à organiser pour organiser, ou, si c'est une publication, à créer de pseudo-événements. Les gauchistes ordinaires vont chercher la révolution n'importe où pour avoir quelque chose à agiter. ICO a trouvé mieux ; c'est probablement le seul journal où l'on puisse écrire pour dire qu'il ne se passe rien.

Après avoir médité ces expériences, lu Marx et d'autres, nous avons écrit le texte Sur l'idéologie ultra-gauche pour la réunion nationale d'ICO en juin 1969. Bien que dirigé explicitement contre ICO, ce texte ne fut critiqué à aucun moment par des membres d'ICO au cours des débats. Ils laissèrent des "anarchistes" (nous employons ce terme faute de mieux, sans nuance péjorative habituelle chez les "marxistes") nous attaquer dans ce qu'il faut bien appeler une indescriptible confusion. Si le léninisme n'avait existé, il aurait alors fallu l'inventer, car il constituait comme repoussoir le seul élément d'unité entre tous les gens réunis. Puis le compte-rendu officiel de la réunion reproduisit le texte, résumant les débats comme si il y avait eu réellement discussion. Cette manière d'é luder la critique est d'autant plus aisée qu'ICO prétend ne pas être un "groupe" avec "sa théorie". Rien n'est pire que la bureaucratie informelle secrétée par la démocratie devenue institution :

"Chacun de nous, c'est aussi "les autres", c'est aussi ICO." (23)

Divers exemples montrent qu'ICO "boîte à lettres" est un mythe; de même ICO lieu de "discussion" (24). On y discute de tout, sauf de ce qui remettrait en cause la nature même du groupe. C'est la philosophie du "dialogue". ICO écrit son programme et sa ligne générale avec une gomme : ils sont insaisissables. Refuser de reconnaître sa théorie, c'est bien sûr refuser de remettre en question sa pratique (25).

Après avoir fait croire que notre texte avait été débattu, et sans doute assimilé, ICO pouvait donc le digérer sans risque. Lorsqu'en 1971 parut Fondements de l'économie communiste (26), la bibliographie fournie par ICO pouvait facilement livrer une dizaine de titres sans citer le nôtre. Pourtant il est bien évident que notre texte traitait directement le sujet en question, et était le seul de son espèce. Il n'était pas dangereux de citer par exemple le n° 2 d'Invariance, d'ailleurs bien supérieur à notre propre texte, parce qu'il ne critiquait pas de plein pied les positions ultra-gauches. Au contraire, notre texte était le seul à se présenter comme une attaque, et devait donc rester dans l'ombre.

Il n'est jamais trop tard pour montrer l'origine et la fonction de contes et de légendes qui sont aussi des forces matérielles. La mise au point n'a malheureusement pas été faite plus tôt, parce que le besoin ne s'en manifestait pas assez nettement. Tant qu'on reste dans un monde d'idées, tout peut être intéressant; dès qu'on s'efforce de faire autre chose, les ruptures s'imposent, ou au moins les clarifications. Le refus de polémiquer a trop facilité la naissance et le développement de mécanismes de pensée qui bloquent les contacts et freinent l'action. Il s'agit surtout de régler nos comptes avec nous-mêmes.

NOTES

- (1) J. Colin, 75, rue Saint-Antoine, Paris IV
- (2) Lettre de Marx à Engels. 24 août 1867, Lettres sur "Le Capital", Ed. sociales, 1964, p. 174. Voir aussi le Livre II dont Marx parle dans la lettre, en particulier dans Œuvres, Gallimard, 1968, t. II, p. 738-9.
- (3) Id., p. 780-1.
- (4) Id., p. 1478.
- (5) Livre III, chap. XXVII : "La Concurrence et ses illusions" (éd. de Rubel), id.
- (6) Discussion Document, M. Dey, 142 Walker Road, Aberdeen, Grande-Bretagne.
- (7) Œuvres, t. II, op. cit., p. 1038-9.
- (8) RI, B.P. 219 75827 PARIS Cedex 17. Une polémique a opposé RI et le GLAT à ce sujet : voir la brochure du GLAT Contre le Courant, recueil d'articles et de documents, 1972.
- (9) Munis, Peret, Les syndicats contre la révolution, Losfeld, 1968.
- (10) Le renversement de la praxis dans la théorie marxiste, in Programme communiste, n° 56, p. 55 et suiv.
- (11) LMC, n° 4, thèse 78.
- (12) Histoire des doctrines économiques, Costes, t. II, 1947, p. 210-1.
- (13) RI, nouvelle série, n° 1.
- (14) Vienet, Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations, Gallimard, 1968.
- (15) ICO, P. Blachier, 13 bis rue Larois-Bouillon, Paris 19°, n° 77, Janv.69.
- (16) Contre le Courant, op. cit., p. 10
- (17) Id., p. 17 et suiv.
- (18) Id., p. 20.
- (19) Spartacus, 1969.
- (20) Spartacus, 1970.
- (21) Ed. ronéotypée, juin 1969 : 2e édition, la Vieille Taupe, 1970; reproduit dans Barrot, Communisme et "question russe", SEF - la Tête de feuilles, 1972.
- (22) n° 83, Juillet 1969; voir aussi le n° 82.
- (23) n° 83, Juillet 1969.
- (24) Internationale situationniste, n° 12.
- (25) "Aujourd'hui à ICO la mystification gestionnaire bat son plein. La gestion des entreprises est complétée par la gestion de la vie extra-travail." Extrait de "Pourquoi nous quittons ICO", ICO, janvier-février 1973.
- (26) n° 101, février 1971.

" Un relèvement autoritaire du salaire (abstraction faite de toutes les autres difficultés, et sans considérer le fait qu' il s'agirait d' une anomalie ne pouvant être appliquée que par la force) ne serait donc rien d' autre qu' une meilleure rémunération d'esclaves; ce ne serait ni pour le travailleur ni pour le travail une conquête de leur vocation et de leur dignité humaines.

L'égalité du salaire elle-même, telle que Proudhon la réclame, ne fait que généraliser le rapport de l' ouvrier de notre temps à son travail, en en faisant le rapport de tous les hommes au travail. La société est alors conçue comme un capitaliste abstrait."

Manuscrits de 1844

Le Mouvement Communiste:

- n°2, mai 1972: "Capitalisme et communisme" (3f.)
- n°3, juillet 1972: "Fonction et tâches actuelles du parti" (épuisé)
- n°4, mai 1973: "Révolutionnaire?(notes sur la subversion)" (épuisé)
- supplément au n°4: "L'expérience prolétarienne" (3f.)

A paraître:

- supplément au n°4: "Auschwitz ou le grand alibi"
- n°5, octobre 1973: "De la politique/ Réflexions autour de la dissolution de la Ligue Communiste et d'Ordre Nouveau".

"Ils attendent de leur activité révolutionnaire la suprême satisfaction de leur vie."

Salaire (1847)

Directeur de la publication: D. Louis

Correspondance: G. Dauvé, BP 95, 94600 Choisy-le-roi